|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **MINISTERE DE L’EAU ET DE L’ASSAINISSEMENT**  **\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***  **CABINET**  **\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*** |  | **BURKINA FASO**  **\*\*\*\*\*\*\***  Unité – Progrès – Justice |

**PROGRAMME NATIONAL POUR LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU**

**--------------------**

**Plan d’Action 2016-2020**

**Version finale**

**SOMMAIRE**

[LISTE DES TABLEAUX ii](#_Toc460519429)

[LISTE DES FIGURES ii](#_Toc460519430)

[LISTE DES ANNEXES ii](#_Toc460519431)

[SIGLES ET ABRÉVIATIONS iii](#_Toc460519432)

[INTRODUCTION 1](#_Toc460519433)

[1 CADRES POLITIQUE ET STRATÉGIQUE 2](#_Toc460519434)

[2 BILAN 2](#_Toc460519435)

[2.1 Forces et faiblesses du PAGIRE 4](#_Toc460519436)

[2.2 Opportunités et menaces du PAGIRE 5](#_Toc460519437)

[3 DESCRIPTION DU PROGRAMME 6](#_Toc460519438)

[3.1 Objectifs 6](#_Toc460519439)

[3.1.1 Objectif stratégique 6](#_Toc460519440)

[3.1.2 Objectifs opérationnels 6](#_Toc460519441)

[3.2 Approches stratégiques 6](#_Toc460519442)

[3.3 Actions et produits attendus 7](#_Toc460519443)

[3.4 Actions et activités 9](#_Toc460519444)

[3.5 Résultats attendus 14](#_Toc460519445)

[4 CADRE LOGIQUE 16](#_Toc460519446)

[5 CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE 21](#_Toc460519447)

[6 ANCRAGE INSTITUTIONNEL 21](#_Toc460519448)

[6.1 Coordination et pilotage du programme 21](#_Toc460519449)

[6.2 Structures spécifiques de promotion du programme 21](#_Toc460519450)

[6.3 Structures responsables de l’exécution des actions 22](#_Toc460519451)

[7 SUIVI/ÉVALUATION 23](#_Toc460519452)

[7.1 Description du dispositif 23](#_Toc460519453)

[7.2 Matrice de performance 25](#_Toc460519454)

[8 COUT DU PLAN D’ACTION 30](#_Toc460519455)

[9 MODALITES DE FINANCEMENT 31](#_Toc460519456)

[10 HYPOTHESES ET RISQUES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2016 - 2020 31](#_Toc460519457)

[ANNEXES I](#_Toc460519458)

# LISTE DES TABLEAUX

[Tableau 1: Liste des objectifs opérationnels 6](#_Toc460518262)

[Tableau 2 : Actions et Produits attendus 7](#_Toc460518263)

[Tableau 3 : Liste des actions et activités 9](#_Toc460518264)

[Tableau 4 : Résultats attendus 14](#_Toc460518265)

[Tableau 5 : Cadre logique 17](#_Toc460518266)

[Tableau 5 : Structures responsables de l’exécution des actions 22](#_Toc460518267)

[Tableau 6 : Matrice de performance 25](#_Toc460518268)

[Tableau 8 : Hypothèses, risques et mesures d’atténuation 32](#_Toc460518269)

# LISTE DES FIGURES

[Figure 1 : Répartition du budget par année (en millions de francs CFA) 30](#_Toc460518275)

[Figure 2 : répartition par lignes budgétaires. 30](#_Toc460518276)

[Figure 3 : Répartition du financement 31](#_Toc460518277)

# LISTE DES ANNEXES

[Annexe 1 : Budget des actions et activités I](#_Toc460519343)

[Annexe 2 : Chronogramme d’exécution IX](#_Toc460519344)

[Annexe 3 : Eléments de coûts unitaires pour l’évaluation du budget XIV](#_Toc460519345)

# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| AEP | : | Approvisionnement en Eau Potable ou Adduction en Eau potable |
| AN | : | Assemblée Nationale |
| ASDI | : | Agence suédoise de Coopération pour le Développement International |
| ASEA | : | Appui au Secteur de l’Eau et de l’Assainissement |
| AT | : | Assistance technique |
| BD SNIEau | : | Base de Données du Système National d'Information sur l'Eau |
| BPO | : | Budget Programme par Objectif |
| BTP | : | Bâtiments et Travaux Publics |
| CCRE | : | Centre de Coordination des Ressources en Eau |
| CEDEAO | : | Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest |
| CES/DRS | : | Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols |
| CFE | : | Contribution Financière en matière d’Eau |
| CLE | : | Comité Local de l’Eau |
| CNEau | : | Conseil National de l’Eau |
| CTE | : | Comité Technique de l’Eau |
| DCPM | : | Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle |
| DEIE | : | Direction des Etudes et de l’Information sur l’Eau |
| DGRE | : | Direction Générale des Ressources en Eau |
| FCFA | : | Franc CFA |
| GIRE | : | Gestion Intégrée des Ressources en Eau |
| OMD | : | Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| ONEA | : | Office National de l'Eau et de l'Assainissement |
| ONG | : | Organisation Non Gouvernementale |
| PAGIRE | : | Plan d’Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau |
| PFC | : | Protocole de Financement Commun |
| PTF | : | Partenaire Technique et Financier |
| SAGE | : | Schéma d’Aménagement et de Gestion de l’Eau |
| SDAGE | : | Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion de l’Eau |
| SNIEau | : | Système National d’Information sur l’Eau |
| SONABEL | : | Société Nationale Burkinabè d'Electricité |
| SOSUCO | : | Société Sucrière de la Comoé (Société Nouvelle SN-SOSUCO) |
| SP/GIRE | : | Secrétariat Permanent pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau |
| SP/PAGIRE | : | Secrétariat Permanent du Plan d’Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau |

# INTRODUCTION

Dans le contexte de l’Agenda 21 et de la Déclaration de Rio sur l’environnement et le développement, le Burkina Faso a adopté et démarré en 2003 la mise en œuvre de son Plan d’Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE) couvrant la période 2003-2015. Formulé après un processus de plusieurs années marqué notamment par l’adoption de la Loi n°002-AN/2001 portant loi d’orientation relative à la gestion de l’eau (2001) et la réalisation d’un « Etat des lieux des ressources en eau du Burkina Faso et de leur cadre de gestion » (mai 2001), le PAGIRE avait pour ambition de mettre en œuvre les principes de gestion de l’eau inscrits dans la Politique et Stratégies en matière d’eau (1998), et particulièrement la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

Au cours des onze années qui ont suivi, le pays s’est employé à mettre en œuvre les actions du PAGIRE, avec l’appui des coopérations danoise et suédoise ainsi que de l’Union Européenne et des Etats Unis. Certaines ONG, telles que le Global Water Initiative et les coopérations décentralisées néerlandaises et françaises, ont apporté leurs contributions à la réalisation du PAGIRE. Beaucoup de résultats ont été atteints dont en particulier la création d’organes GIRE aux différents niveaux : Conseil National de l’Eau, Comité Technique de l’Eau, Agences de l’Eau, Comités Locaux de l’Eau, qui ont participé à la concrétisation de la réforme voulue par l’Etat.

Parmi les résultats importants atteints par le PAGIRE, il faut mentionner aussi l’élaboration et la mise en œuvre de textes d’application de la loi d’orientation, la mise en œuvre de la contribution financière en matière d’eau selon le principe préleveur-payeur (le principe pollueur-payeur n’étant pas encore appliqué à ce jour), le renforcement des capacités, la communication et l’information sur la GIRE. Même si des progrès sont encore à accomplir sur certains points, ces résultats démontrent l’engagement effectif du Burkina Faso dans l’opérationnalisation de la GIRE. Le Secrétariat Permanent du PAGIRE a été la cheville ouvrière de ce processus, en synergie avec les différentes directions du département en charge de l’eau et des autres départements ministériels.

Au cours de cette période, le contexte national a évolué à divers niveaux dont notamment la poursuite et le renforcement du processus de décentralisation, la formulation ou l’actualisation des stratégies nationales dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en vue de lutter contre la pauvreté, accélérer la croissance et concrétiser les principes du développement durable. Des réarrangements institutionnels se sont également produits et ont entraîné l’avènement d’un département ministériel consacré à l’eau et à l’assainissement en 2013.

Sur le plan économique, le Burkina Faso est devenu un important producteur et exportateur d’or avec des perspectives qui s’amplifieront dans les années à venir. Les impacts de la production industrielle et artisanale d’or sur l’environnement dont en particulier les ressources en eau ne sont pas bien maîtrisés actuellement, ouvrant ainsi la voie à un vaste chantier à entreprendre pour la connaissance et la protection desdites ressources en eau. En outre, la promotion du développement économique s’organise à travers des pôles de croissance qui sont susceptibles de réorienter l’approche actuelle en matière de mobilisation des ressources en eau pour les divers besoins.

Sur le plan social, la population du Burkina Faso est estimée à 28 671 700 habitants en 2030 ( INSD) soit un accroissement de 105% par rapport à 2006. Cet accroissement démographique qui s’accompagne d’une réorganisation de l’occupation de l’espace représentera un des principaux défis en matière de mobilisation, de distribution des ressources en eau et de gestion des divers conflits d’usage.

Au niveau quantitatif et qualitatif des ressources en eau, certaines tendances se renforcent d’année en année dont notamment l’accroissement du comblement des cours et retenues d’eau, l’occupation des berges par les producteurs agricoles, les pollutions engendrées par l’utilisation des engrais, la disparition progressive des zones humides et des sources d’eau. En outre, les effets des variabilités et changements climatiques contribueront à la diminution des ressources en eau. Les connaissances sur le changement climatique global se sont affinées, et même si des incertitudes demeurent au niveau des conclusions issues des modèles climatiques, il n’est plus guère possible de mettre en doute la réalité de ce changement et des impacts qu’il génère sur les ressources en eau, malheureusement peu favorables pour l’Afrique de l’Ouest.

C’est dans ce contexte d’une vision GIRE concrétisée, de progrès accomplis, mais de défis encore à relever, que s’inscrit la formulation du présent Programme Opérationnel 2016-2020 qui constitue la première phase du PNGIRE 2016-2030. Il est la déclinaison sur cinq ans des actions définies dans le Programme National pour la GIRE 2016-2030. Cette formulation, objet du présent document, s’appuie sur les résultats déjà atteints, sur les enseignements tirés des douze années précédentes, sur les orientations stratégiques prises par le Gouvernement en matière de développement économique et sociale, et sur les défis à relever en matière de gestion des ressources en eau.

# CADRES POLITIQUE ET STRATÉGIQUE

Le Burkina Faso a adopté d’importants documents de politiques et stratégies dans différents secteurs de développement pour orienter les acteurs à moyen et long terme. Certaines de ces politiques et stratégies ont des liens étroits avec le secteur de l’eau.

En matière de gouvernance, Il s’agit notamment de :

* La Politique Nationale de Bonne Gouvernance (PNBG) adoptée en 2005,
* La Politique Nationale de Population (PNP) adoptée en 1991,
* La Politique Nationale Genre (PNG) adoptée en juillet 2009,
* Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) adopté en août 2016.

En matière d’environnement et de développement durable, on note principalement :

* La Politique Nationale de Développement Durable (PNDD) adopté en 2013.
* La politique nationale en matière d’environnement adoptée en 2007.

En matière d’eau, il y a essentiellement la Politique Nationale de l’Eau (PNE) adoptée en 1998 dont l’objectif stratégique est de contribuer au développement durable du pays, en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l’eau, dans un environnement particulièrement affecté par les changements climatiques et dans le respect d’une gestion intégrée des ressources en eau.

# BILAN

La mise en œuvre du Plan d’Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE) qui s’est articulé en deux phases ( 2003-2009 et 2010-2015) a permis d’atteindre des résultats importants dans les différentes actions. Ces résultats portent sur la mise en place et le fonctionnement effectif des structures de concertation et de participation tels que le Conseil national de l’eau, le Comité technique de l’eau, le renforcement des ressources humaines de l’administration publique, la mise en place du Système National d’information sur l’Eau (SNIEau) à travers la réalisation de la nouvelle base du système, le suivi des ressources en eau et des ouvrages, le renforcement des réseaux hydrologique, piézométrique et climatologique.

On notera également au titre des résultats, la mise en place et l’opérationnalisation des cinq (5) Agences de l’Eau, la mise en œuvre progressive de la Contribution financière en matière d’eau (CFE) et de la police de l’eau, l’adoption de deux (2) schémas directeurs d’aménagement et de gestion de l’eau (SDAGE) et l’élaboration en cours des trois (3) autres SDAGE. A cela, s’ajoute l’adoption de différents décrets d’application de la loi d’orientation relative à la gestion de l’eau et la construction et l’équipement d’un laboratoire d’analyse des eaux.

De même, un cadre permanent de concertation sur la recherche dans le domaine de l’eau et de l’assainissement (CPCR-Eau) a été mis en place pour promouvoir les actions relatives à la recherche/développement. En outre, l’éveil de la prise de conscience et de la participation des agents de l’administration publique et des populations sur la gestion intégrée des ressources en eau a été entretenu par l’entremise des actions de sensibilisation, de formation et de communication.

Par ailleurs, en termes de contribution du PAGIRE à la mise en œuvre des grandes orientations nationales, on peut retenir :

**Au titre des stratégies de croissance et de lutte contre la pauvreté**, le PAGIRE a contribué au développement d’un système robuste et efficace de fourniture de données et d’informations pertinentes aux autorités politiques sur les décisions d’aménagement des eaux, la surveillance des apports d’eau dans les retenues d’eau, ainsi que les inondations et les mesures de gestion à prendre afin d’atténuer leurs impacts. De même, il a créé les conditions permettant d’offrir aux nombreux opérateurs économiques les données et conseils utiles pour le développement des activités à forte demande en eau dans les domaines de l’agriculture, des mines, de l’élevage, de l’énergie et de l’eau de boisson.

**Au titre de la politique environnementale*,*** la contribution du PAGIRE se situe à trois niveaux qui sont la protection quantitative des ressources en eau à travers les actions de lutte contre le comblement des cours d’eau et retenues d’eau initiées par les Comités locaux de l’eau ; la préparation des schémas directeurs d’aménagement et de gestion des eaux qui permettront de garantir de manière effective la préservation des milieux aquatiques et les diverses zones humides. Le troisième niveau concerne le démarrage des activités d’une police de l’eau qui permettra d’assurer la protection des ressources en eau contre les pollutions diverses.

**Au titre de la politique sanitaire,** la mise en place du réseau de qualité de l’eau constitue un moyen efficace de prévention des éventuelles contaminations des eaux souterraines et de surface destinées à tous les usages et en particulier l’approvisionnement en eau potable des populations.

**Au titre de la politique de décentralisation,** le PAGIRE a engagé un dialogue constructif entre l’Etat et les collectivités territoriales ayant abouti à la mise en place des conventions constitutives des cinq (5) agences de l’eau afin de consolider les valeurs de participation et d’appropriation des populations aux choix de développement les concernant en matière d’aménagement et de gestion des eaux. Le même esprit a présidé à la mise en place des Comités locaux de l’eau (CLE) qui sont des instances locales de concertation, de promotion, d’animations et d’échanges associant tous les acteurs (Etat, collectivités territoriales, usagers) intervenant dans la gestion des ressources en eau.

Cependant les aspects relatifs au renforcement des capacités d’intervention du secteur privé, aux procédures d’application des textes réglementaires, à la connaissance et à la protection des ressources en eau, aux aspects transversaux et aux changements climatiques n’enregistrent pas de résultats significatifs. En conséquence, il est important de procéder à l’établissement d’un état des lieux des ressources en eau et des impacts des changements climatiques sur lesdites ressources de manière périodique afin, d’une part, de connaître au mieux les ressources en eau renouvelables disponibles pour les différents usages, et d’autre part, de développer les capacités de résilience des populations aux changements climatiques.

## Forces et faiblesses du PAGIRE

**Les principales forces** du processus de gestion intégrée des ressources en eau sont constituées par la pertinence de son objectif qui s’insère dans le cadre du développement durable ainsi que par les résultats atteints dans les domaines de l’organisation de la concertation intersectorielle, de la réglementation, de la mise en place des organismes de bassins, du renforcement du système d’information et de connaissance des ressources en eau.

De même, les forces concernent l’autofinancement des charges de gestion des ressources en eau, l’organisation du cadre de promotion de la recherche /développement, la présence d’un minimum de ressources humaines susceptibles de réaliser les actions et le suivi-évaluation. En outre, on note une prise de conscience grandissante des populations et des décideurs sur la nécessité d’une bonne gestion des ressources en eau. Enfin, le développement de la communication entre les parties prenantes sur de nombreux thèmes liés à la gestion de l’eau, et la production d’informations sur les nouveaux cadre juridique et institutionnel mis en place par la GIRE sont certainement des points forts à porter au crédit du PAGIRE, même si l’expérience sur ces aspects a montré que l’effort doit être constant et de longue durée.

**Les principales faiblesses** comprennent l’insuffisance de la mise en exergue des questions auxquelles sont confrontées les ressources en eau et l’absence d’une approche globale de leur protection**,** le peu d’attention accordée à l’application de la réglementation, le manque de prise en compte régulier des besoins des secteurs d’utilisation de la ressource en eau.

D’autres faiblesses sont l’inadéquation entre les ressources mobilisées et les besoins nécessaires à la mise en œuvre des actions dans les domaines tels que la CFE, la police de l'eau, le SNIEau ; la faible intégration des thématiques transversales et du changement climatique dans l’approche de mise en œuvre, la forte mainmise de l’administration publique dans les Agences de l’Eau.

La communication a certes été un point positif, mais le besoin en communication et en information de toutes les parties prenantes reste important.

## Opportunités et menaces du PAGIRE

**Les principales opportunités** comprennent la volonté politique, l’engagement des partenaires au développement, l’adhésion de certains acteurs au principe de payement de la Contribution Financière en matière d’Eau, l’intérêt des agences de bassin internationales dans l’appui au processus, les possibilités d’appui technique provenant de plusieurs institutions, les possibilités offertes par le processus de décentralisation.

A cela s’ajoute l’existence de nombreuses actions de protection des ressources en eau dans certains pays pouvant servir de modèles, l’engagement du système des Nations Unies à promouvoir une gestion durable des ressources en eau et enfin la prise de conscience grandissante des institutions financières régionales et internationales de la nécessité de promouvoir une croissance verte à travers l’intégration de la dimension « environnement » dans leurs stratégies d’appui aux pays.

**Les principales menaces** concernent le renforcement du cloisonnement institutionnel par le développement de politiques sectorielles et des programmes de mise en œuvre. Le chevauchement des attributions entre diverses structures au sein des Ministères, la forte mobilité du personnel vers d’autres horizons, l’amenuisement de l’aide publique au développement consécutive à la crise financière mondiale, la réticence de certains assujettis à s’acquitter la CFE, les changements climatiques et une insuffisance de compréhension et de synergie entre acteurs GIRE et décentralisation.

# DESCRIPTION DU PROGRAMME

## Objectifs

Les objectifs du programme opérationnel GIRE 2016-2020 sont ceux du Programme National GIRE 2016-2030

### Objectif stratégique

L’objectif stratégique est de contribuer durablement à la satisfaction des besoins en eau douce des usagers et des écosystèmes aquatiques.

### Objectifs opérationnels

Pour atteindre l’objectif stratégique, dix (10) objectifs opérationnels (OO) sont définis dans le tableau 1.

Tableau 1: Liste des objectifs opérationnels

|  |  |
| --- | --- |
| **Numéro** | **Intitulé de l’objectif opérationnel** |
| 1 | Réduire les infractions relatives à la réglementation en matière d’eau. |
| 2 | Accroître les ressources financières pour la protection des ressources en eau. |
| 3 | Améliorer les capacités de pilotage et de gestion de la GIRE |
| 4 | Améliorer les compétences et l’efficacité des structures de gestion des agences de l’eau et des partenaires concernés. |
| 5 | Disposer d’outils fiables d’aide à la décision. |
| 6 | Améliorer les connaissances sur les ressources en eau et les domaines connexes. |
| 7 | Préserver durablement la qualité des ressources en eau pour les divers usages. |
| 8 | Réduire les pertes des quantités d’eau mobilisable. |
| 9 | Améliorer la prise en compte des droits humains dans la gestion des ressources en eau. |
| 10 | Changer les comportements des parties prenantes concernant la protection et les usages de l’eau. |

## Approches stratégiques

Les efforts en matière de développement économique et social dans les prochaines décennies seront orientés sur la quête du développement durable dont certains thèmes resteront prédominants dans les différents niveaux et instances de dialogue. Il s’agit en particulier de ceux relatifs à l’élimination de la pauvreté, à la promotion d’une économie verte et des droits humains, à la santé, à la gouvernance environnementale, à la recherche d’une sécurité alimentaire et énergétique et l’édification d’habitats humains plus viables.

Afin de s’assurer de l’atteinte de l’objectif du Programme opérationnel GIRE 2016-2020 dans un tel cadre, et au regard des nombreuses contraintes, les actions du programme seront guidées par les approches suivantes :

* engager les acteurs et toutes les parties prenantes à la réalisation des actions concrètes de protection des ressources en eau sur le terrain ;
* développer et consolider les agences de l’eau ;
* accroitre les compétences de l’administration publique dans la mise en œuvre de ses fonctions régaliennes, avec une priorité donnée à la police de l’eau et à la mise en œuvre de la Contribution Financière en matière d’Eau (CFE) ;
* rechercher l’autonomisation et la durabilité du système national d’information sur l’eau ;
* développer les interactions entre les processus de Gestion Intégrée des Ressource en Eau (GIRE) et de Décentralisation ;
* poursuivre le développement de la coopération régionale et internationale ;
* intégrer les aspects genre, pauvreté, croissance, droits humains et changements climatiques dans la planification, la mise en œuvre des actions et leur suivi-évaluation dans le domaine des ressources en eau.

## Actions et produits attendus

Le tableau 2 résume les actions et les produits attendus.

Tableau 2 : Actions et Produits attendus

| **N°** | **ACTIONS** | **OBJECTIFS OPERATIONNELS** | **PRODUITS ATTENDUS** |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Police de l’eau. | Réduire les infractions relatives à la réglementation en matière d’eau. | 1. Rapport de capitalisation du projet pilote de la Police de l’eau disponible. 2. Mise en place effective de la Police de l’eau à l’échelle du pays. 3. Direction de la Police de l’eau créée au sein d’une direction générale. 4. Agents de la police de l’eau assermentés. 5. Service de la police de l’eau dispose des équipements requis. |
|  | Contribution Financière en Matière d’Eau (CFE). | Accroître les ressources financières pour la protection des ressources en eau. | 1. Stratégie de recouvrement effectif de la CFE établie. 2. Textes complémentaires de la CFE adoptés. 3. Perception effective de la CFE. 4. Publication des utilisations des fonds de la CFE. 5. Mécanismes d’audit établis. |
|  | Cadre institutionnel et instruments de gestion. | Améliorer les capacités de pilotage et de gestion de la GIRE. | 1. Recueil des textes réglementaires périodiquement actualisé. 2. Missions des agences de l’eau et des structures centrales et déconcentrées du secteur de l’eau clairement établies. 3. SP/GIRE et CNEau renforcés dans leurs missions respectives. 4. Existence d’une structure responsable du système national d’information sur l’eau disposant d’une grande autonomie de gestion. 5. SDAGE et SAGE des agences de l’eau adoptés et mis en œuvre. |
|  | Renforcement des capacités des agences de l’eau et des autres parties prenantes. | Améliorer les compétences et l’efficacité des structures de gestion des agences de l’eau et des partenaires concernés. | 1. Sièges des agences de l’eau construits. 2. Mécanismes et outils de gestion des agences adoptés et mis en œuvre. 3. Comptes rendus périodiques des résultats de la GIRE réalisés à l’intention des populations et des acteurs. |
|  | Système national d’information sur l’eau (SNIEau). | Disposer d’outils fiables d’aide à la décision. | 1. Extension des réseaux de collecte de mesure réalisée. 2. Rapports quinquennaux sur l’état des ressources en eau disponibles. 3. Annuaires hydrologiques, piézométriques, etc. 4. Plan de gestion des risques du SNIEau adopté et mis œuvre. 5. Cadre régional de concertation sur les systèmes d’information sur l’eau établi et opérationnel. |
|  | Recherche/ développement dans le domaine de l’eau. | Améliorer les connaissances sur les ressources en eau et les domaines connexes. | 1. Plan de recherche développement dans le domaine l’eau établi et mis en œuvre. 2. Grands aquifères cartographiés et modélisés. 3. Schéma national de mobilisation et de transfert d’eau adopté. |
|  | Protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions. | Préserver durablement la qualité des ressources en eau pour les divers usages. | 1. Disponibilité d’un répertoire des sites de pollution existants et potentiels. 2. Plan de gestion des risques en cas de contamination à large échelle établi. 3. Assistance technique et financière fournie aux communes et aux orpailleurs traditionnels et aux industriels. |
|  | Protection des plans d’eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants. | Réduire les pertes des quantités d’eau mobilisables. | 1. Plans d’action de lutte contre les plantes envahissantes adopté et mis en œuvre. 2. Plan d’Action relatif à la lutte contre le comblement des plans d’eau adopté et mis en œuvre. |
|  | Intégration des aspects transversaux dans la gestion de l’eau**.** | Améliorer la prise en compte des droits humains dans la gestion des ressources en eau. | 1. Outils de formation des parties prenantes en matière d’intégration des objectifs post OMD disponibles. 2. Capacités d’expertise technique du SP/GIRE et des structures sur le suivi évaluation des thématiques transversales renforcées. 3. Rapports d’évaluation de la prise en compte des aspects transversaux disponibles. |
|  | Communication et plaidoyer pour la gestion des ressources en eau. | Changer les comportements des parties prenantes concernant la protection et les usages de l’eau. | 1. Stratégie, Plan d’Action et programme de travail de la communication régulièrement actualisés et mis en œuvre. 2. Plaidoyer GIRE à tous les niveaux accru et intensifié. |

## Actions et activités

Le Tableau présente, pour chacune des actions du Programme opérationnelle 2016-2020, les activités à réaliser. Une synthèse du coût de chaque activité est aussi présentée. L’annexe 2 détaille le budget du programme opérationnel GIRE 2016-2020.

Le chapitre 9 propose le chronogramme d’exécution des activités. Les fiches d’action figurent en annexe 1.

Tableau 3 : Liste des actions et activités

| **N°** | **Activité** |
| --- | --- |
| **Action 1 : Application effective de la police de l'eau.** | |
| **1.1** | Capitaliser les leçons et expériences du projet pilote 1 |
| **1.2.** | Prendre un arrêté portant organisation de la direction générale chargée d'abriter la direction de la police de l'eau |
| **1.3.** | Prendre un arrêté portant organisation des directions régionales chargées d'abriter la direction de la police de l'eau |
| **1.4.** | Identifier, former et assermenter les agents de la direction et des services police de l'eau |
| **1.5.** | Doter progressivement les services concernés en équipements |
| **1.6.** | Animer les sessions des cadres de concertation sur la police de l'eau |
| **1.7.** | Inclure les activités de police de l'eau dans les plans de travail et budgets annuels du programme GIRE |
| **Action 2 : Amélioration du recouvrement de la Contribution Financière en Matière d'Eau (CFE).** | |
| **2.1.** | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de recouvrement effectif de la CFE concernant la taxe de prélèvement d'eau brute au niveau des Agences de l'Eau (production d'eau potable, activités minières et industrielles, travaux de génie civil). |
| **2.2.** | Evaluer les recettes prévisionnelles globales de la CFE par Agence de l'Eau à chaque phase du programme. |
| **2.3.** | Elaborer et adopter les décrets et arrêtés d'application sur les taux de prélèvement d'eau brute à des fins de productions agricoles, pastorales et piscicoles. |
| **2.4.** | Elaborer et adopter le décret et les arrêtés d'application relatifs à la taxe de modification des régimes de l'eau. |
| **2.5.** | Elaborer et adopter les décrets et arrêtés d'application relatifs à la taxe de pollution de l'eau. |
| **2.6.** | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de recouvrement global de la CFE après la prise des textes d'application. |
| **2.7.** | Mettre en place les manuels de procédures et outils portant sur le recouvrement des diverses taxes, la gestion des réclamations des assujettis et des contentieux. |
| **2.8.** | Mettre en place les ressources humaines formées permettant l'application effective de la CFE par les Agences de l'Eau. |
| **2.9.** | Procéder au recouvrement effectif de la CFE (budget inclus dans l'activité 1.2.1.) |
| **2.10.** | Mettre en place au sein des agences et du ministère de tutelle technique un dispositif permettant un contrôle effectif du recouvrement et de l'usage des produits de la CFE. |
| **2.11.** | Informer et sensibiliser les assujettis de la CFE. |
| **Action 3 : Poursuite de l'adaptation du cadre institutionnel et des instruments de gestion.** | |
| **3.1.** | Mettre à jour un recueil des textes avec les commentaires et annotations. |
| **3.2.** | Evaluer les conditions et le coût d'applicabilité et le coût de chaque nouveau texte avant son introduction dans le circuit d'approbation. |
| **3.3.** | Clarifier les relations entre les Agences de l'Eau et les structures centrales et régionales responsables du secteur de l'eau et de l'assainissement et les autres ministères partenaires. |
| **3.4.** | Réviser les fonctions, la composition et le fonctionnement des organes de la GIRE. |
| **3.5.** | Construire les sièges des Agences de l'Eau et appuyer leur fonctionnement. |
| **3.6.** | Appuyer les Agences de l'Eau pour l'élaboration de leurs SDAGE et SAGE, et leurs révisions périodiques. |
| **3.7.** | Nouer des alliances stratégiques avec les ministères responsables de l'environnement, des mines, de l'agriculture et de l'industrie. |
| **3.8.** | Maintenir le SP/PAGIRE rattaché au Cabinet du Ministère en charge de l'eau en tant que garant du développement de la GIRE. |
| **3.9.** | Faire évoluer la Direction des Etudes et de l'Information sur l'Eau vers une plus grande autonomie et la rendre plus robuste face aux modifications de l'organisation gouvernementale. |
| **3.10.** | Renforcer la coopération régionale et internationale. |
| **Action 4 : Renforcement des capacités des agences de l'eau et des autres parties prenantes** | |
| **4.1.** | Améliorer les capacités des structures en matière de mise en œuvre et d'ajustement des dispositions législatives et réglementaires de la gestion des ressources en eau. |
| **4.2.** | Renforcer les capacités de pilotage et de gestion des agences à travers l'élaboration et l'adoption de contrat-plan avec l'Etat, de plans stratégiques de réalisation des missions, des audits technique et financier de la gestion des ressources financières et des contrats plans. |
| **4.3.** | Appuyer les Agences de l'Eau pour l'élaboration de leurs plans stratégiques de développement. |
| **4.4.** | Renforcer les ressources humaines des structures centrales, déconcentrées, des agences et édifier les capacités chez les agents de l'eau et des autres acteurs dans les domaines de l'évaluation des ressources en eau, des bases de données, de la modélisation et des évaluations environnementales, sociales, économiques et gestion des risques. |
| **4.5.** | Poursuivre l'amélioration des cadres de travail et de la logistique des structures. |
| **4.6.** | Renforcer les capacités du Conseil national de l'eau dans le dialogue intersectoriel, l'évaluation des thématiques, de l'auto saisine sur des questions stratégiques et des propositions au Gouvernement. |
| **4.7.** | Soutenir l'immersion des principaux responsables du département ministériel et des agents dans les Agences de l'Eau. |
| **4.8.** | Améliorer les capacités de participation et de délégation de certaines activités de la GIRE aux autres départements ministériels, les institutions spécialisées et à la société civile. |
| **4.9.** | Promouvoir l'application effective des compétences des collectivités décentralisées dans le domaine de l'eau. |
| **4.10.** | Initier et conduire les études prospectives stratégiques dans le secteur de l'eau (structures de financement interne et d'incitations à moyen et long terme dans le secteur de l'eau, eau et croissance verte, économie de l'eau dans les usages, GIRE et sécurité alimentaire, GIRE et stratégies de lutte contre la pauvreté, GIRE et les droits humains, transferts de l'eau entre les régions, etc). |
| **4.11.** | Instaurer une culture de compte rendu aux citoyens des activités réalisées dans le secteur à travers les outils appropriés. |
| **Action 5 : Développement d'un Système national d'information sur l'eau (SNIEau) fiable et durable.** | |
| **5.1.** | Poursuivre l'extension des réseaux de collecte et de mesures de données hydrologiques, piézométriques, climatologiques, de qualité de l'eau et des ouvrages de mobilisation des eaux en s'appuyant sur les nouveaux systèmes de relevés à distance bâtis sur les technologies de l'information. |
| **5.2.** | Mettre en place et suivre un réseau des qualités des eaux sur tout le territoire national avec des ceintures de suivi renforcé autour des industries minières, des sites d'orpaillage artisanal, des zones industrielles et des retenues d'eau. |
| **5.3.** | Doter le laboratoire d'analyse des eaux du MEAHA des ressources organisationnelles techniques, humaines et financières pour la réalisation des analyses des eaux du réseau de qualité. |
| **5.4.** | Intégrer les conflits d'usage et les thèmes transversaux dans les bases de données et la diffusion de l'information. |
| **5.5.** | Améliorer et consolider les outils et les modalités de diffusion des données et informations. |
| **5.6.** | Elaborer et mettre en œuvre un plan de développement et de gestion du Système national d'information sur l'eau en considérant l'avènement des Agences de l'Eau. |
| **5.7.** | Renforcer les capacités humaines, techniques, financières et logistiques des structures de mise en œuvre du Système national d'information sur l'eau. |
| **5.8.** | Assurer la promotion continue du Système national d'information sur l'eau. |
| **5.9.** | Publier tous les cinq (5) ans, un rapport sur l'Etat des ressources en eau, leurs usages, les conflits d'usage et les thèmes transversaux. |
| **5.10.** | Assurer la gestion des risques et la protection des données et matériels de collecte des données. |
| **5.11.** | Renforcer la coopération nationale, régionale et internationale avec les organismes de bassins et les centres mis en place par les institutions concernant le sujet. |
| **Action 6 : Poursuite des actions de recherche développement dans le domaine de l'eau, de ses usages et des impacts du changement climatique.** | |
| **6.1.** | Identifier et cartographier les grands aquifères continus du pays. |
| **6.2.** | Réaliser les modèles de gestion des bassins versants. |
| **6.3.** | Établir l'état des ressources en eau et de leurs pollutions tous les cinq ans. |
| **6.4.** | Combler les lacunes sur les flux et volumes de ressources en eau effectivement stockés, utilisés ou consommés. |
| **6.5.** | Evaluer et proposer un schéma national de mobilisation et transfert des eaux inter-collectivités à partir des eaux de surface et souterraines. |
| **6.6.** | Assurer de manière continue la connaissance des variabilités et changements climatiques et leurs impacts sur la disponibilité des ressources en eau. |
| **6.7.** | Identifier et soutenir les actions qui améliorent la résilience des usagers face aux variabilités et changements climatiques. |
| **6.8.** | Assurer une évaluation continue des impacts et performances des structures de gestion des eaux de bassins (Agences de l'eau y compris CLE, comités d'irrigants, association des usagers d'eau). |
| **6.9.** | Identifier et développement un mécanisme de gestion et de suivi de certaines retenues d'eau de surface. |
| **6.10.** | Identifier, proposer et mettre en œuvre les solutions permettant d'améliorer la capacité des retenues d'eau diminuée par la sédimentation. |
| **6.11.** | Renforcer les capacités humaines, techniques, financières et logistiques des structures concourant au développement de la recherche sur l'eau. |
| **6.12.** | Capitaliser les produits effets et impacts et les leçons d'expérience du programme. |
| **6.13.** | Renforcer la coopération nationale, régionale et internationale dans le domaine. |
| **Action 7 : Renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions** | |
| **7.1.** | Actualiser un inventaire des sources de pollutions et de leurs caractéristiques. |
| **7.2.** | Mettre en place un système de suivi périodique des pollutions. |
| **7.3.** | Evaluer avec les services en charge de la santé publique les impacts des pollutions des eaux sur l'état sanitaire de la population. |
| **7.4.** | Appuyer les miniers et les industriels pour des stations de traitement des eaux, et contrôler périodiquement l'efficacité de ces stations. |
| **7.5.** | Accompagner les orpailleurs traditionnels pour qu'ils puissent traiter leurs boues sans utilisation anarchique et incontrôlée de produits dangereux. |
| **7.6.** | Etablir des périmètres de protection autour des sources pérennes, des forages à grand débit et des sites de pompage des AEP communales. |
| **7.7.** | Etablir une convention entre les ministères de l'agriculture et de l'environnement sur l'usage et le contrôle des intrants agricoles. |
| **7.8.** | Appuyer les communes urbaines pour la création de stations d'épuration des eaux usées. |
| **7.9.** | Créer des stations de traitement des eaux usées pour les sites hospitaliers en milieu urbain. |
| **7.10.** | Faire des études de faisabilité pour l'exploitation de ressources alternatives en eau potable en cas d'eau souterraine contaminée et non traitable. |
| **Action 8 : Amélioration de la protection des plans d'eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants** | |
| **8.1.** | Elaborer les plans d'action contre les plantes envahissantes et le comblement des retenues d'eau |
| **8.2.** | Identifier les berges dénudées des cours d'eau |
| **8.3.** | Assurer le reboisement des berges dénudées |
| **8.4.** | Identifier pour chaque zone les causes de dégradation. |
| **8.5.** | Tester sur des sites pilote puis vulgariser des moyens de lutte intégrée (biologique/mécanique, etc.) contre les plantes aquatiques. |
| **8.6.** | Identifier les berges à protéger prioritairement, les mettre en défens et les reboiser. |
| **8.7.** | Définir et mettre en place un système de suivi du comblement du réseau hydrologique. |
| **8.8.** | Réaliser des activités de CES/DRS sur les terres les plus sensibles à l'érosion. |
| **Action 9 : Intégration des aspects transversaux et des autres secteurs usagers dans la gestion de l'eau** | |
| **9.1.** | Réaliser des documents guides sur les liens et modalités de prise en compte des thèmes de pauvreté, de croissance économique, du genre, des droits humains, de la décentralisation dans la gestion durable des ressources des ressources en eau. |
| **9.2.** | Renforcer les capacités d'expertise technique du SP/PAGIRE et des structures de mise en œuvre sur des thématiques transversales et leur suivi -évaluation en lien avec les ressources en eau. |
| **9.3.** | Prendre en compte l'équilibre du genre lors des recrutements dans les structures de coordination et de mise en œuvre de la GIRE. |
| **9.4.** | Former les partenaires locaux, planificateurs des départements ministériels, députés, conseils municipaux sur les thématiques transversales en lien avec les ressources en eau. |
| **9.5.** | Informer et sensibiliser les autres acteurs de l'eau (industrie, mines, exploitants agricoles, BTP, AEP, etc.) sur les questions genre et leur importance dans le développement durable. |
| **9.6.** | Renforcer l'expertise féminine dans les carrières de la connaissance de la ressource en eau par l'octroi de bourses de formation. |
| **9.7.** | Faciliter l'implication et la participation des femmes et les autres groupes vulnérables dans toutes les étapes de planification, d'exécution et de gestion des ressources en eau. |
| **9.8.** | Adopter un quota dans la représentativité des femmes et autres groupes vulnérables au niveau des postes de prise de décision dans les instances de gestion de l'eau. |
| **9.9.** | Utiliser les filles et des femmes instruites comme agents du changement dans les projets relatifs à l'eau et de l'assainissement. |
| **9.10.** | Vulgariser les lois et règlements relatifs à la " protection des bassins " au sein des populations riveraines en utilisant des animateurs locaux notamment les associations des femmes. |
| **9.11.** | Compiler les données et références sur le rôle de la femme et des autres groupes vulnérables dans les secteurs d'utilisation des eaux en vue de pouvoir estimer le niveau de participation, leurs besoins spécifiques et leurs préoccupations. |
| **9.12.** | Evaluer périodiquement la prise en compte des questions majeures qui se posent aux secteurs d'utilisation et formuler les dispositions permettant de les régler. |
| **9.13.** | Réviser le manuel de suivi -évaluation de la GIRE pour intégrer les indicateurs relatifs aux thèmes transversaux. |
| **Action 10 : Amélioration de la communication et du plaidoyer pour la gestion des ressources en eau** | |
| **10.1.** | Promouvoir un programme de travail pour le réseau des parlementaires. |
| **10.2.** | Concevoir et publier les outils de plaidoyer et de changement social. |
| **10.3.** | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de conduite du changement social en vue de l'adoption d'attitudes et de bons comportements de toutes les parties prenantes dans les ressources en eau. |
| **10.4.** | Assurer la formation continue des acteurs sur la GIRE y compris les groupes socioprofessionnels et des hommes de média. |
| **10.5.** | Renforcer la connaissance et l'acceptation des agences de l'eau par les parties prenantes comme instance de concertation de tous les acteurs sur la gestion des ressources en eau. |
| **10.6.** | Former des CLE en GIRE et en techniques d'animation participative et sensibilisation sur leurs rôles et responsabilités. |
| **10.7.** | Sensibiliser, informer et éduquer les populations sur les rôles et responsabilités des CLE. |
| **10.8.** | Sensibiliser, informer et éduquer les acteurs locaux et leaders communaux sur la GIRE. |
| **10.9.** | Impliquer les services de communication de la DGRE, DCPM, du SP/PAGIRE, des agences de l'eau dans toutes les activités du PAGIRE et réaliser les échanges d'information. |
| **10.10.** | Assurer le plaidoyer pour l'accroissement de l'affectation budgétaire à la protection de la ressource eau dans le budget de l'Etat. |
| **10.11.** | Réaliser des campagnes d'information, de sensibilisation des décideurs, des partenaires sociaux (médias, ONG, leaders coutumiers et religieux, le secteur privé (les industries, mines, BTP), des partenaires au développement, de la population/grand public sur la GIRE. |
| **10.12.** | Renforcer le partenariat stratégique avec des journalistes nationaux et internationaux en vue de publier fréquemment des articles sur les activités du SP/PAGIRE. |
| **10.13.** | Organiser de rencontres d'échanges périodiques avec les journalistes ou organisation de points de presse pour faire connaître les résultats d'une étude ou des bonnes pratiques en matière de GIRE. |
| **10.14.** | Capitaliser et promouvoir les bonnes pratiques et des bons procédés tirés des expériences dans les pays voisins ou dans d'autres pays africains. |
| **10.15.** | Assurer le plaidoyer auprès des leaders religieux et coutumiers pour parvenir à un changement de mentalité sur la protection de la ressource eau au niveau communautaire et individuel. |
| **10.16.** | Informer et sensibiliser le secteur privé afin que les entreprises/ industries/mines/BTP intègrent une consommation rationnelle et une protection de la ressource eau contre les pollutions dans leurs projets et activités. |
| **10.17.** | Tenir des réunions périodiques de concertation et d'échanges d'informations avec les PTF sur la GIRE et la mise en œuvre du PAGIRE. |
| **10.18.** | Mener le plaidoyer auprès des PTF pour une mobilisation des ressources en faveur de la mise en œuvre des actions intégrant la GIRE et la lutte contre la pauvreté. |
| **10.19.** | Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation autour de la CFE et de la police de l'eau en direction des divers types d'acteurs et diffusion dans les médias de témoignages de bons payeurs de la CFE. |
| **10.20.** | Capitaliser les expériences sur la police de l'eau au niveau de la Région de la Boucle du Mouhoun et assurer le passage à l'échelle des autres Régions. |
| **10.21.** | Identifier les normes et des grands facteurs de résistance au changement d'attitude et de comportement en matière de gestion durable des ressources en eau pour impulser la conduite du changement |

## Résultats attendus

Le tableau 4 résume les résultats attendus, par objectif opérationnel et par action.

Tableau 4 : Résultats attendus

| **N°** | **ACTIONS** | **OBJECTIFS OPERATIONNELS** | **RESULTATS ATTENDUS** |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Application effective de la police de l’eau. | Réduire les infractions relatives à la réglementation en matière d’eau. | 1. Le service pilote de la police de l’eau est capitalisé et dupliqué dans toutes les régions 2. Une direction de tutelle de la police de l’eau est créée au sein du Ministère en charge de l’eau 3. L’état de mise en œuvre de la police de l’eau est évalué tous les ans 4. Les mesures correctives proposées par l’évaluation sont mises en œuvre |
|  | Amélioration du recouvrement de la contribution financière en matière d’eau (CFE). | Accroître les ressources financières pour la protection des ressources en eau. | 1. . La capacité d’autofinancement de la gestion des ressources en eau est améliorée. 2. La capacité des agents des services publics est améliorée dans la mise en œuvre d’un tel type de taxe 3. Le recouvrement de la CFE progresse de 40% par an entre 2016 et 2020. 4. Les recettes prévisionnelles globales et par Agence de l’Eau de la CFE sont connues à chaque phase. 5. Les sessions de formation sont organisées pour les agents chargés des opérations de la CFE sur toute la durée de la du plan d’action. 6. Tous les principaux usagers de l’eau sont assujettis à la CFE sont identifiés et sensibilisés. |
|  | Poursuite de l’adaptation du cadre institutionnel et instruments de gestion. | Améliorer les capacités de pilotage et de gestion de la GIRE. | 1. Le recueil de textes est mis à jour régulièrement et logé dans un site web. 2. Les relations entre les Agences de l’Eau et les structures centrales et régionales responsables du secteur de l’eau et de l’assainissement et les autres ministères partenaires sont clarifiées. 3. Les fonctions, la composition et le fonctionnement des organes de la GIRE sont revus périodiquement et adaptés aux besoins d’efficacité. 4. Les sièges des cinq agences sont construits. 5. Les SDAGE sont formulés dans chaque espace de gestion selon une approche participative. 6. Des SAGE sont formulés en relation étroite avec les CLE avec une priorité pour les zones où les enjeux et/ou les conflits d’usage de l’eau sont les plus prononcés. 7. Les alliances stratégiques avec les ministères responsables de l’environnement, des mines, de l’agriculture et de l'industrie sont nouées. 8. Le positionnement du SP/PAGIRE (rattaché au Cabinet du Ministère) est maintenu en tant que garant du développement institutionnel de la GIRE. 9. La DEIE a évolué vers une plus grande autonomie institutionnelle et financière. 10. La coopération régionale et internationale est renforcée. |
|  | Renforcement des capacités des agences de l’eau et des autres parties prenantes. | Améliorer les compétences et l’efficacité des structures de gestion des agences de l’eau et des partenaires concernés. | 1. Le besoin en personnel du secteur de l’eau est évalué pour la période 2016-2020. 2. Le secteur de l’eau dispose d’au moins la moitié des agents compétents dans les divers domaines conformément aux besoins identifiés. 3. Le dialogue intersectoriel dans la gestion des ressources en eau est renforcé. 4. La participation des acteurs de la société civile et des usagers dans les prises de décisions est assurée. 5. Le recrutement progressif de nouveaux agents est effectif. 6. Des sessions de formations des agents sont organisées. 7. Des plans stratégiques de développement des Agences de l’eau sont formulés et mis en œuvre. 8. La délégation de l’exécution des activités par les acteurs de la société civile et instituts divers est réalisée. 9. Les collectivités décentralisées exercent effectivement leurs compétences dans le domaine de l’eau. 10. La logistique et les cadres de travail sont appropriés. |
|  | Développement d’un système national d’information sur l’eau (SNIEau) fiable et durable | Disposer d’outils fiables d’aide à la décision. | 1. De nouveaux réseaux de suivi des ressources en eaux sont mis en place. 2. Le suivi de la qualité des eaux autour des sites miniers, industriels et agricoles est assuré. 3. Les capacités d’intervention des services sont renforcées. 4. Les conflits d’usage de l’eau autour des points d’eau sont documentés. 5. L’état des thèmes transversaux dans le secteur de l’eau est connu et amélioré. 6. L’accès aux données et information est facilité pour les usagers. 7. Le cadre régional de coopération et de développement des systèmes d’information sur l’eau est établi. 8. Les villages et certains chefs-lieux des communes rurales sont initiés à la gestion des données pluviométriques |
|  | Poursuite des actions de recherche/ développement dans le domaine de l’eau. | Améliorer les connaissances sur les ressources en eau et les domaines connexes. | 1. Les grands aquifères du pays sont cartographiés en détail et leurs potentialités hydrauliques sont mieux connues. 2. Des modèles de gestion des bassins versants sont disponibles. 3. L’état des ressources en eau et de la pollution est établi et publié tous les cinq ans. 4. Un schéma général de transfert d’eau entre les régions du pays est formulé en tenant compte de leurs potentialités à long terme. 5. Les impacts de la variabilité climatique sur les ressources en eau de surface et souterraines sont mieux connus. 6. Des technologies moins consommatrices d’eau sont identifiées pour les différents secteurs de production. 7. Des technologies d’amélioration du stockage de l’eau sont identifiées et testées (stockage dans le sol, stockage artificiel). 8. Des mesures anti-gaspillage sont identifiées et promues dans les différents secteurs. 9. Les plans de gestion des barrages multi-usages sont optimisés. 10. La promotion des techniques peu consommatrices et des mesures anti- gaspillage est faite vers les publics cibles des différents secteurs. 11. La promotion des universités et centres de recherche nationaux est faite en vue de renforcer leur rôle au sein de ou en relation avec les organismes internationaux. |
|  | Renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions. | Préserver durablement la qualité des ressources en eau pour les divers usages. | 1. Les sites principaux de pollution des eaux de surface et souterraines sont connus, caractérisés et suivis en temps réel. 2. Les zones de pollution des eaux souterraines par des éléments naturels (arsenic) sont connues et leur impact sur la santé publique évalué. 3. Des mesures sont prises dans les industries et les sites miniers industriels pour contenir la pollution et traiter les effluents avant rejet dans la nature. 4. Des périmètres de protection sont définis d’ici 2020 et 30% d’entre eux sont matérialisés autour des sources d’eau pérennes du pays et des forages à grand débit. 5. Les communes définissent et matérialisent des périmètres de protection autour des sites de pompage de leurs AEP. 6. Une convention est passée entre les ministères en charge de l’agriculture et de l’environnement sur l’usage des pesticides et intrants agricoles dans les zones irriguées et cotonnières ; elle porte sur des normes d’application de divers intrants et sur les modalités de contrôle des stocks de produits et de leur utilisation. 7. Des ressources en eau alternatives sont identifiées et mises en exploitation dans les cas où la ressource en eau potable n’est plus utilisable (absence de traitement possible ou coût trop élevé du traitement). |
|  | Amélioration de la protection des plans d’eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants. | Réduire les pertes des quantités d’eau mobilisables. | 1. Des plans d’action contre les plantes envahissantes et le comblement des retenues d’eau sont adoptés et mis en œuvre. 2. Les berges dénudées des cours d’eau sont identifiées et reboisées. 3. Les sites à traiter sont identifiés et caractérisés. Pour chaque site identifié, les causes des dégradations sont identifiées. 4. D’ici 2020, les zones affectées de plantes envahissantes sont réduites de 10%. 5. D’ici 2020, 10% des berges dénudées sont mises en défens et reboisées. 6. Un programme de suivi quantitatif du comblement des cours d’eau et des plans d’eau est fonctionnel. 7. Les Agences de l’Eau travaillent en synergie avec le ministère de l’environnement pour réaliser des activités de CES/DRS dans les zones les plus vulnérables. |
|  | Intégration des aspects transversaux dans la gestion de l’eau**.** | Améliorer la prise en compte des droits humains dans la gestion des ressources en eau. | 1. Le niveau de reconnaissance de l’importance de la problématique du genre, de la lutte contre la pauvreté et des droits humains est amélioré au niveau institutionnel et au niveau des acteurs et usagers. 2. Les points d’entrée et les axes d’actions stratégiques pour l’intégration du genre, de la lutte contre la pauvreté et les droits humains sont prises en compte dans le programme GIRE. 3. Des outils de planification pour la prise en compte du genre, de la lutte contre la pauvreté et les droits humains sont disponibles. 4. Des indicateurs de suivi-évaluation sont disponibles. |
|  | Amélioration de la communication et plaidoyer pour la gestion des ressources en eau. | Changer les comportements des parties prenantes concernant la protection et les usages de l’eau. | 1. Le réseau de parlementaires sur l’eau est soutenu dans les activités de promotion. 2. Des outils de plaidoyer et de changement social sont conçus et diffusés. 3. Les connaissances des différents acteurs et usagers sur la GIRE sont améliorés. 4. Les différents acteurs et usagers se sont appropriés la GIRE. 5. Les différents acteurs et usagers participent à la mise en œuvre de la GIRE. |

# CADRE LOGIQUE

La logique d’intervention de la première phase du PNGIRE est donnée dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : Cadre logique

| **Logique d’intervention** | **Indicateurs objectivement vérifiables** | **Sources de vérification** | **Hypothèses/ Risques** |
| --- | --- | --- | --- |
| **OBJECTIF STRATEGIQUE :**  Contribuer durablement à la satisfaction des besoins en eau douce des usagers et des écosystèmes aquatiques***.*** | Indicateur 1 : Niveau de satisfaction des besoins en eau des usagers. | Rapports de sondage  Rapports du PN-AEP  Rapports du PN-AEUE  Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages  Recensement général agricole | Vision partagée de la préservation des ressources en eau entre les agences de l’eau, les populations et les autres parties prenantes.  Poursuite du fort soutien du Gouvernement à la GIRE.  Soutien conséquent des Partenaires techniques et financiers à la GIRE.  Non-adhésion des populations et des parties prenantes à la vision partagée.  Faiblesse des financements du programme et des activités des agences de l’eau |
| **Objectif opérationnel 1 :** Réduire les infractions relatives à la réglementation en matière d’eau. | Indicateur 1 :  Variation des infractions. | Rapports d’activités des services.  Rapports d’activités des agences de l’eau.  Procès-verbaux | Création d’une structure au niveau central chargée de la Police de l’eau.  Faible adhésion des parties prenantes |
| Indicateur 2 :  Nombre de services de police de l’eau fonctionnels | Rapports d’activités des services.  Rapport bilan annuel du SP/GIRE |
| **Objectif opérationnel 2 :**  Accroître les ressources financières pour la protection des ressources en eau. | Indicateur 1 :  Taux de recouvrement de la CFE. | État de la facturation et des encaissements. | Fort engagement du ministre en charge de l’eau dans l’application de la CFE  Faible niveau de participation des assujettis au processus de prise de décision. |
| Indicateur 2 :  Taux d’emploi des ressources de la CFE pour la protection des ressources en eau. | Rapports bilans des agences de l’eau et du SP/GIRE.  Rapports d’audit. |
| **Objectif opérationnel 3 :**  Améliorer les capacités de pilotage et de gestion de la GIRE. | Indicateur 1 : Proportion d'espace de gestion disposant d'instruments de planification (PPI). | Rapports d’exécution des agences.  Rapports d’évaluation | Les contraintes dans la réalisation des SDAGE |
| Indicateur 2 :  Niveau d’application des instruments de planification (PPI) dans les espaces de gestion. | Rapports d’exécution des agences.  Rapports d’évaluation | Capacité du Ministère en charge de l’eau à adapter l’organisation institutionnelle et les programmes en fonction des leçons apprises des expériences de gestion du secteur.  Non capitalisation des expériences de fonctionnement et des instruments de gestion.  Non-respect des SDAGE |
| **Objectif opérationnel 4 :** Améliorer les compétences et l’efficacité des structures de gestion des agences de l’eau et des partenaires concernés. | Indicateur 1:  Niveau de satisfaction des usagers par rapport aux services offerts par les agences de l’eau. | Parties prenantes.  Rapports bilan.  Bilan des agences de l’eau. | Disponibilité de ressources humaines compétentes aux divers niveaux des agences de l’eau.  Contexte de travail peu propice au maintien des ressources humaines compétentes. |
| Indicateur 2 : Niveau d'opérationnalité des organigrammes des agences de l'eau | Rapport de gestion des conseils d'administration des agences de l’eau |
| **Objectif opérationnel 5 :** Disposer d’outils fiables d’aide à la décision. | Indicateur 1 : Nombre de produit de diffusion de la DGRE sur les ressources en eau | Rapports de publication et bulletins et notes | Mobilité du personnel |
| Indicateur 2 :  Taux d'optimisation du réseau piézométrie | Rapports annuels des structures.  Guide des normes internationales.  Rapports d’évaluation. |
| Indicateur 3 : Nombre de sites de prélèvement optimisés sur la qualité de l'eau | Rapports annuels des structures.  Guide des normes internationales.  Rapports d’études |  |
| **Objectif opérationnel 6 :** Améliorer les connaissances sur les ressources en eau et les domaines connexes. | Indicateur 1:  Proportion d’études thématiques réalisées sur les ressources en eau. | Centres de recherche.  Universités.  Ministères.  Partenaires techniques et financiers.  ONG-Bureau d’études. | Disponibilité d’un plan de recherche développement dans le domaine de l’eau.  Soutien financier du plan par l’État et les PTF.  Absence de soutien financier |
| **Objectif opérationnel 7 :** Préserver durablement la qualité des ressources en eau pour les divers usages. | Indicateur 1 : Variation des cas de pollution des ressources en eau | Centres de documentation.  Rapports bilan-médias.  Rapports de laboratoires d’analyses des eaux.  Rapport d’évaluation. | Disponibilité d’un répertoire des sites de pollution existants et potentiels.  Absence de soutien financier |
| Indicateur 2 :  Proportion des sites de rejets des eaux usées conformes à la réglementation. | Rapports bilan.  PV des services de la police de l’eau.  Rapports d’enquête. |
| **Objectif opérationnel 8 :** Réduire les pertes des quantités d’eau mobilisables. | Indicateur 1 :  Proportion des plans d’eau libérés des plantes envahissantes. | Rapports annuels des agences de l’eau.  Rapports du ministère en charge de l’environnement.  ONG.  Populations. | Existence de plans d’action de lutte contre les plantes envahissantes et le comblement des plans d’eau.  Absence de soutien financier Méconnaissance technique des problématiques |
| Indicateur 2 :  Proportion des retenues d’eau de surface avec protection des berges | Rapports annuels des agences de l’eau.  Rapport bilan annuel du SP/GIRE. |
| **Objectif opérationnel 9 :** Améliorer la prise en compte des droits humains dans la gestion des ressources en eau. | Indicateur 1 :  Perception de la société civile relative au respect des droits humains dans la gestion de l’eau. | Opinions de la société civile. | Disponibilité des outils de formation des parties prenantes en matière de prise en compte de tous les objectifs post-OMD dans la gestion de l’eau.  Faiblesse des capacités dans l’élaboration des outils. |
| Indicateur 2 :  Proportion de représentation des groupes minoritaires et vulnérables dans les cadres et instances de gestion de l’eau. | Comptes rendus de réunions des cadres et instances organisations.  Rapport d’évaluation |
| **Objectif opérationnel 10 :** Changer les comportements des parties prenantes concernant la protection et les usages de l’eau.  Réduire les infractions relatives à la réglementation en matière d’eau. | Indicateur 1 :  Proportion de déclarations et de demandes d’autorisation parvenues dans les préfectures en matière des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA). | Registres et répertoires des préfectures et services habilités. | Actualisation périodique de la stratégie et du plan de communication en fonction des effets et impacts obtenus.  Faiblesse des capacités dans la formulation et l’actualisation de la stratégie et du plan de communication |
| Indicateur 2 :  Proportion des grandes entreprises et établissements humains utilisant l’eau de façon efficiente dans leurs activités | États annuels de consommation d’eau.  Rapports ONEA.  Rapports d’enquêtes |

# CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE

Le chronogramme de mise en œuvre des activités 2016 – 2020 du programme est présenté dans l’annexe 3. Il fait ressortir les budgets par année des différentes activités.

# ANCRAGE INSTITUTIONNEL

## Coordination et pilotage du programme

L’ancrage institutionnel du programme comprend le Ministère chargé de l’eau qui assure la tutelle technique. Le Ministère chargé de l’eau est le garant institutionnel de la gestion intégrée des ressources en eau. A ce titre, il prend toutes les décisions appropriées dans les divers domaines pour réguler les usages de l’eau et assurer la protection effective des ressources en eau. L’ensemble des services et structures rattachées du Ministère est de ce fait astreint aux obligations concourant à la gestion de l’eau mise en œuvre par le programme.

La tutelle financière est assurée par le Ministère en charge des finances.

La coordination et le pilotage sont assurés par le comité de pilotage et le SP/GIRE en tant que structure nationale de coordination et de gestion du programme.

## Structures spécifiques de promotion du programme

Les structures spécifiques de promotion de la gestion intégrée des ressources en eau comprennent le Conseil National de l’Eau, le Comité Technique de l’Eau, les Agences de l’Eau y compris les Comités locaux de l’eau.

Les fonctions principales de ces structures sont d’aider le Gouvernement à travers le Ministre en charge de l’eau à prendre de bonnes décisions, à appliquer de manière effective les actions tendant à la protection et au financement de la gestion des ressources en eau, à mobiliser et conscientiser l’ensemble de la société sur la nécessité d’assurer une gestion durable des ressources en eau.

**Le Conseil National de l’Eau**

Le Conseil national de l’eau est un organe consultatif placé auprès du Ministre en charge de l’eau et qui apporte son concours à la définition des objectifs généraux et des orientations de la politique nationale tendant à réaliser une gestion durable de l’eau. Il est l’organe par excellence de la mise en œuvre de la coordination intersectorielle et de la participation des parties prenantes dans la gestion des ressources en eau.

**Le Comité Technique de l’Eau (CTE)**

Le Comité Technique de l’Eau est un organe de coordination administrative et d’harmonisation des politiques en matière d’eau des différents départements ministériels. Présidé par le Secrétaire Général du ministère en charge de l’eau, le CTE est utile en ce sens qu’il est l’instance de concertation interministérielle destinée à préparer les avis sur les projets de décisions à soumettre au Gouvernement.

**Les Agences de l’Eau**

Les Agences de l’Eau sont des groupements d’intérêt public, car elles sont destinées à l’exécution d’une mission de service public qui est la mise en œuvre des orientations et les décisions prises dans le domaine de l’eau.

**Les Comités Locaux de l’Eau (CLE)**

Les comités de l’eau sont des organes de base au niveau local des Agences de l’Eau ; ils contribuent par leur proximité auprès des usagers à l’identification des problèmes relatifs aux usages de l’eau et à la gestion concertée de l’eau. Leur positionnement en tant qu’organes des agences leur permet de participer activement à la vie de celles-ci.

## Structures responsables de l’exécution des actions

Le SP/GIRE est responsable du Programme. Il est appuyé dans la mise en œuvre par des structures d’exécution des différentes actions comme illustré dans le tableau 5.

Tableau 5 : Structures responsables de l’exécution des actions

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **ACTIONS** | **RESPONSABLES** | **PARTENAIRES** |
|  | Application effective de la police de l’eau. | Direction chargée de la police de l’eau au niveau central. | Direction centrale en charge des bassins.  Direction Régionale du Ministère en charge de l’eau.  Toutes directions centrales du ministère en charge de l’eau.  Agences de l’eau.  Gouvernorats, provinces, mairies, différents corps impliqués dans la police de l’eau. |
|  | Amélioration du recouvrement de la contribution financière en matière d’eau (CFE). | Agences de l’eau. | Directions Régionales en charge de l’eau.  Ministères et structures étatiques concernés.  Inspection générale des services des ministères de tutelle.  Direction des ressources humaines du Ministère en charge de l’eau. |
|  | Poursuite de l’adaptation du cadre institutionnel et instruments de gestion. | Secrétariat permanent pour la GIRE. | Agences de l’eau.  Directions régionales en charge de l’eau.  Direction centrale en charge de l’application des textes juridiques.  Direction centrale en charge des statistiques sectorielles.  Directions des affaires financières du Ministère en charge de l’eau. |
|  | Renforcement des capacités des agences de l’eau et des autres parties prenantes. | Secrétariat permanent pour la GIRE. | Agences de l’eau.  Directions Régionales en charge de l’eau.  Direction centrale en charge des ressources humaines du MEA.  Direction centrale en charge des ressources financières du MEA.  Conseil national de l’eau. |
|  | Développement d’un système national d’information sur l’eau (SNIEau) fiable et durable | Direction centrale en charge de la connaissance des ressources en eau | Directions Régionales en charge de l’eau.  Agences de l’eau.  Direction Générale de la Météorologie |
|  | Poursuite des actions de recherche/ développement dans le domaine de l’eau. | Secrétariat permanent pour la GIRE. | Direction centrale en charge de la connaissance des ressources en eau.  Agences de l’eau.  Services de recherches.  Direction Générale de la Météorologie. |
|  | Renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions. | Agences de l’eau. | Direction centrale en charge de la connaissance des ressources en eau.  Directions Régionales en charge de l’eau.  Autres départements ministériels.  Société civile. |
|  | Amélioration de la protection des plans d’eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants. | Agences de l’eau. | Direction centrale en charge de la connaissance des ressources en eau.  Directions Régionales en charge de l’eau.  Autres départements ministériels.  Société civile. |
|  | Intégration des aspects transversaux dans la gestion de l’eau**.** | Secrétariat permanent pour la GIRE. | Cellule genre du Ministère en charge de l’eau.  Toutes directions du Ministère en charge de l’eau.  Agences de l’eau. |
|  | Amélioration de la communication et plaidoyer pour la gestion des ressources en eau. | Secrétariat permanent pour la GIRE. | Agences de l’eau.  Conseil national de l’eau.  Directions Régionales en charge de l’eau.  Réseau des parlementaires.  Réseaux des journalistes.  Médias publics et privés.  Musée de l’eau. |

# SUIVI/ÉVALUATION

## Description du dispositif

Le suivi évaluation du Programme s’insère dans un contexte national marqué par la réforme de gestion des finances publiques adoptée par les Etats membres de l’UEMOA qui instituent une nouvelle démarche de programmation des actions sous-tendue entre autres, par l’approche de gestion axée sur les résultats, la programmation budgétaire par objectif, l’adoption de politique sectorielle, etc. Ces réformes introduisent de nouveaux outils et procédures ainsi que des calendriers de préparation qui doivent être intégrés dans le suivi-évaluation du programme.

De même, la gestion intégrée des ressources en eau est un processus plus vaste que les actions prioritaires retenues dans le cadre du présent Programme et qui mérite d’être suivi et évalué afin de donner un tableau d’ensemble des progrès accomplis dans le domaine. A cette fin, le dispositif de suivi-évaluation s’intégrera dans un ensemble plus vaste qui est le suivi-évaluation de la GIRE au Burkina Faso.

Les objectifs poursuivis par le suivi-évaluation sont au nombre de quatre (4). Il s’agit de :

1. suivre la progression de l’accomplissement des activités du Programme afin d’être en mesure de prendre à temps des mesures correctives par rapport aux insuffisances ou déviations constatées ;
2. fournir des données et informations fiables et complètes pour permettre de produire à temps les plans et rapports de travail ;
3. permettre d’apprécier les performances d‘ensemble du Programme en l’occurrence les effets et impacts ;
4. répondre à tout instant à la question de niveau d’effectivité de la GIRE au Burkina Faso et à celle des bénéfices induits sur le développement.

Le système de suivi-évaluation sera organisé en quatre composantes comprenant :

1. Les acteurs impliqués dans le suivi-évaluation et les attentes.

Les différents acteurs se situent au sein du Cabinet et du Secrétariat Général du ministère de tutelle, de l’unité de gestion du programme, des Agences de l’Eau, des directions centrales et déconcentrées, des partenaires techniques et financiers. Chacun a besoin à un certain moment des données et informations sur le Programme afin de remplir correctement ses fonctions ou de proposer des ajustements éventuels.

1. Les procédures et outils de programmation et de suivi.

Les procédures et outils de programmation seront établis de concert avec les structures d’exécution afin de permettre au SP/GIRE de respecter les échéances imposées par les procédures d’élaboration du budget ministériel, les conventions de financement, la tenue des réunions du comité de pilotage et autres décisions nouvelles. Les procédures de collecte et de traitement des données auprès des acteurs seront définies. En outre, les relations de travail avec les structures d’exécution devront être formalisées.

1. Les procédures et outils de compte rendu, de production des rapports techniques et financiers.

La production des divers rapports en temps utile est un signe de l’efficacité de la gestion du programme. Dans ce cadre les divers rapports ou comptes rendus seront identifiés et leurs supports définis, de même que leur processus d’élaboration et de diffusion. L’organisation des réunions internes de suivi et de celles du comité de pilotage sera précisée à ce niveau.

1. Les types et critères d’évaluation du Programme National pour la gestion intégrée des ressources en eau au Burkina Faso.

Les différents types d’évaluation qui seront réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme comprennent les revues annuelles, les évaluations à mi-parcours, les évaluations finales de chaque phase et les évaluations ex-post. Les termes de références de chaque évaluation seront rédigés par le Secrétariat permanent pour la GIRE.

Un manuel de suivi-évaluation du programme précisant les différents points ci-dessus indiqués sera élaboré au démarrage afin d’intégrer les instructions nouvelles prises au niveau ministériel ou national concernant la période post 2015.

## 

## Matrice de performance

Les performances du plan d’action seront mesurées à travers la matrice de performance ci-après.

Tableau 6 : Matrice de performance

| **Indicateur** | **Type** | **Définition** | **Unité** | **Valeur initiale 2016** | **Cible 2017** | **Cible 2018** | **Cible 2019** | **Cible 2020** | **Mode de calcul** | **Méthode de collecte des données** | **Niveau de désagrégation** | **Responsable de la collecte** | **Fréquence** | **Sources des données** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OBJECTIF STRATEGIQUE : Contribuer durablement à la satisfaction des besoins en eau douce des usagers et des écosystèmes aquatiques.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1 : Niveau de satisfaction des besoins en eau des usagers. | Impact. | Niveau de satisfaction des besoins en eau des usagers. | %. |  | A définir en 2017 |  |  |  | Moyenne simple des taux par Catégorisation de la satisfaction des besoins en eau des usagers : -Non satisfait (0-35%) -Faiblement satisfait (35-50%) -Moyennement satisfait (50-75%) -Satisfait (75-100%) | Enquête par Sondage auprès de chaque catégorie d'usages par un  cabinet spécialisé | Espace de gestion | Agences de l'Eau SP-GIRE | Triennale | Rapports de sondage Recensement général agricole  Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages Rapports du PN-AEP Rapports du PN-AEUE |
| **OBJECTIF OPÉRATIONNEL 1 : Réduire les infractions relatives à la réglementation en matière d’eau.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1 : Variation des infractions. | Effet | Écart relatif d’une année à l’autre des infractions liées à la réglementation sur l’eau. | % |  | A définir en 2017 |  |  |  | (Différence entre les infractions constatées à l’année n et les infractions constatées à l’année n-1 divisées par le nombre d’infractions de l’année n-1)\*100 | Enquêtes. Exploitation documentaire. Suivi régulier. | National. Bassin hydrographique | Services impliqués dans la police de l’eau. Agences de l'eau | Annuelle | Rapports d’activités des services police de l'eau. Rapports d’activités des agences de l’eau. Procès-verbaux. |
| Indicateur 2 : Nombre de services de police de l’eau fonctionnels | Effet. | Nombre de services de la police de l’eau fonctionnel. | Nbre. | 2 | 4 | 7 | 10 | 13 | Décompte du nombre de services de la Police de l’eau fonctionnel en année n. | Exploitation documentaire. Suivi régulier | National | Services impliqués dans la police de l’eau. | Annuelle. | Rapports d’activités des services. Rapport bilan annuel du SP/GIRE |
| **OBJECTIF OPÉRATIONNEL 2 : Accroître les ressources financières pour la protection des ressources en eau.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1 : Taux de recouvrement de la CFE. (Base assiette) | Effet. | Proportion du potentiel de la CFE recouvrée. | % | 30% | 40% | 50% | 60% | 70% | Rapport entre le montant collecté de la CFE de l’année n sur le potentiel (assiette) de l’année n de la CFE \* 100. | Exploitation documentaire. Suivi régulier. | National. Espace de gestion. | SP/GIRE Agences de l’eau. | Annuelle. | État de la facturation et des encaissements. Rapport annuelle des agences |
| Indicateur 2 : Taux de recouvrement de la CFE. (Base prévision) | Effet. | Proportion des prévisions de la CFE recouvrée. | % | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | Rapport entre le montant collecté de la CFE de l’année n sur les prévisions de l’année n de la CFE\* 100. | Exploitation documentaire. Suivi régulier. | National. Espace de gestion. | SP/GIRE Agences de l’eau. | Annuelle. | État de la facturation et des encaissements. Rapport annuelle des agences |
| Indicateur 3 : Taux d’emploi des ressources de la CFE pour la protection des ressources en eau. | Effet. | Proportion de la CFE consacrée aux investissements de protection des ressources en eau. | % | 27% | ≥ 55% | ≥ 55% | ≥ 55% | ≥ 55% | Montant des dépenses d’investissement réalisées sur fonds CFE pour la protection effective des ressources en eau de l’année n divisé par le montant total de la CFE collectée de l’année n-1 \* 100. | Exploitation des rapports. | National | Agences de l’eau. SP-GIRE | Annuelle. | Rapports bilans des agences de l’eau et du SP/GIRE. |
| **OBJECTIF OPÉRATIONNEL 3 : Améliorer les capacités de pilotage de la GIRE.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1 : Proportion d'espace de gestion disposant d'instruments de planification (PPI). | Effet. | Proportion d’espace de gestion disposant d’un PPI. | % | 40% | 40% | 40% | 60% | 60% | Nombre d’espace de gestion disposant de PPI divisé par le nombre total d’espace de gestion \*100. | Exploitation documentaire. Évaluation interne. | National. Espace de gestion. | Agence de l’eau. | Annuelle. | Rapports d’exécution des agences. Rapports d’évaluation. |
| Indicateur 2 : Niveau d’application des instruments de planification (PPI) dans les espaces de gestion. | Effet. | Taux de mise en œuvre des activités inscrit dans les PPI. | % | - | 5% | 15% | 30% | 60% | Nombre d'activités réalisées dans les PPI divisé par le nombre total d'activités inscrites \*100. | Exploitation documentaire. Évaluation interne. | Espace de gestion. | Agence de l’eau. | Annuelle. | Rapports d’exécution des agences. Rapports d’évaluation. |
| **OBJECTIF OPÉRATIONNEL 4 : Améliorer les compétences et l’efficacité des structures de gestion des agences de l’eau et des partenaires concernés.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1 : Niveau de satisfaction des usagers par rapport aux services offerts par les agences de l’eau. | Effet. | Mesure de l’appréciation par les usagers des services offerts par les agences de l’eau. | % | - | A définir en 2017 |  |  | 70% | Enquête de satisfaction. | Enquêtes. | National | SP-GIRE | Triennale. | Parties prenantes. Rapports bilan. Bilan des agences de l’eau. |
| Indicateur 2 : Niveau d'opérationnalité des organigrammes des agences de l'eau | Effet | Taux de respect des profils retenus dans les organigrammes des agences de l'eau pour les postes de responsabilités | % | A définir pour 2016 |  |  |  | 85% | Nombre de profils des cadres par poste respectant l'organigramme sur le nombre de profil total affectés aux agences de l’eau\*100. | Exploitation documentaire | Espace de gestion | Agences de l'eau | Annuel | Rapport de gestion des conseils d'administration des agences de l’eau |
| **OBJECTIF OPERATIONNEL 5 : Disposer d’outils fiables d’aide à la décision.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1 : Nombre de produit de diffusion de la DGRE sur les ressources en eau | Effet | Nombre de produit de diffusion de la DGRE sur les ressources en eau (Synthèse annuelle de suivi des ressources en eau, Note d'information hydrologiques, bulletins hydrologiques, rapport piézométrique et rapport qualité de l'eau) | Nbre. | 2 | 5 | 5 | 5 | 5 | Décompte des produits de diffusion | Exploitation documentaire. | National | DEIE | Annuelle | Rapports de publication et bulletins et notes |
| Indicateur 2 : Taux d’optimisation du réseau piézométrique | Effet. | Proportion de piézomètres fonctionnels | % | 73% | 73% | 85% | 85% | 100% | Nombre de piézomètres fonctionnels par rapport au nombre total de piézomètres du réseau à optimiser\*100 | Exploitation documentaire. Évaluation | National. Bassins hydrographiques nationaux | DEIE | Annuelle | Rapports annuels des structures. Guide des normes internationales. Rapports d’études. |
| Indicateur 3 : Nombre de sites de prélèvement optimisés sur la qualité de l'eau | Effet. | Nombre de sites de prélèvement optimisés sur la qualité de l'eau | Nbre. | 32 | 47 | 60 | 80 | 100 | Décompte des sites de prélèvement optimisés sur la qualité de l'eau | Exploitation documentaire. Évaluation | National. Bassins hydrographiques nationaux | DEIE | Annuelle | Rapports annuels des structures. Guide des normes internationales. Rapports d’études. |
| **OBJECTIF OPERATIONNEL 6 : Approfondir les connaissances sur les ressources en eau et les domaines connexes.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur1: Proportion d’études thématiques réalisées sur les ressources en eau. | Effet. | Évaluation du progrès de la connaissance sur les ressources en eau.(Etude sur la connaissance des ressource en eau, Etat des lieux de la qualité de l'eau par bassin hydrographique, Etat des lieux des ressource en eau AEL et AEG , Etat des lieux des ressource en eau au niveau national | %. | 13% | 50% | 63% | 75% | 100% | Nombre d’études thématiques validées sur les ressources en eau divisé par le nombre total d’études thématiques recommandés\*100. | Exploitation documentaire. | National. Régional. | DEIE Agences de l’eau. | Triennale. | Rapport d'études thématiques Revues scientifiques |
| **OBJECTIF OPERATIONNEL 7 : Préserver durablement la qualité des ressources en eau pour les divers usages.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1 : Variation des cas de pollution des ressources en eau | Effet. | Evolution des cas de pollution des ressources en eau. | % | A définir pour 2016 |  |  |  | -10% | (Différence entre les cas de pollution des ressources en eau constatées à l’année n et à l’année n-1) divisé par le nombre de cas de pollution des ressources en eau de l’année n-1\*100. | Enquêtes. Exploitation documentaire. Suivi régulier. | National. Régional. Espaces de gestion de l’eau. | Agences de l’eau. DEIE | Annuelle. | Rapports d'activités des agences Rapports du laboratoire d’analyses des eaux de la DGRE. |
| Indicateur 2 : Proportion des sites de rejets des eaux usées conformes à la réglementation. | Effet. | Mesure de l’évolution des sites de rejets des eaux usées industrielles et minières conformes à la réglementation. | % |  | A définir en 2017 |  |  |  | Nombre de sites de rejets conformes à la réglementation divisé par le nombre total de sites répertoriés\*100. | Enquêtes. Analyses de laboratoire. Exploitation documentaire. Suivi régulier. | National. Régional. Espaces de gestion de l’eau. | Agences de l’eau. Services police de l'eau | Annuelle. | Rapports bilan. PV des services de la police de l’eau. Rapports d’enquête. |
| **OBJECTIF OPERATIONNEL 8 : Réduire les pertes des quantités d’eau mobilisables.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1: Proportion des plans d’eau libérés des plantes envahissantes. | Effet. | Mesure de l’évolution des plans d’eau libérés des plantes envahissantes. | % | 2% | 5% | 10% | 15% | 20% | Nombre de plans d’eau de plus de 500000 m3 libérés des plantes envahissantes à l’année n divisé par le nombre de plan d’eau de plus de 500000 m3 infestés à l’année n\*100. | Exploitation documentaire. Enquêtes. Suivi régulier. | National. Régional. Espaces de gestion de l’eau. | Agences de l’eau. | Annuelle. | Rapports annuels des agences de l’eau. Rapports du ministère en charge de l’environnement. |
| Indicateur 2 : Proportion des retenues d’eau de surface avec protection des berges | Effet | Mesure de l’évolution du nombre de retenues d’eau de plus de 500000 m3 dont la bande de servitude a été délimitée et matérialisée | %. | 13% | 15% | 17% | 19% | 20% | Nombre de retenues d’eau de plus de 500000 m3 dont la bande de servitude a été délimitée et matérialisée divisé par le nombre total de retenues d’eau de plus de 500000 m3 \* 100. | Exploitation documentaire  Suivi régulier. | National. Espaces de gestion de l’eau. | SP/GIRE Agences de l’eau. | Annuelle | Rapports annuels des agences de l’eau. Rapport bilan annuel du SP/GIRE |
| Indicateur1 : Perception de la société civile relative au respect des droits humains dans la gestion de l’eau. | Effet. | Opinions exprimées par la société civile sur le respect des droits humains dans la gestion de l’eau. | % | - | A définir en 2017 |  |  | 80% | Enquête d’opinion. | Enquêtes. | National. Régional. Espaces de gestion de l’eau. | Agence de l’eau. SP-GIRE | Triennale. | Rapports d'enquête |
| Indicateur 2 : Proportion de représentation des groupes minoritaires et vulnérables dans les cadres et instances de gestion de l’eau. | Effet. | Niveau de participation des groupes minoritaires et vulnérables (femmes, jeunes, handicapés, etc.) dans les cadres et instances de gestion de l’eau. | % | 33% | 33% | 34% | 34% | 35% | Rapport entre le nombre de représentants de groupes minoritaires vulnérables (conseil d'administration, comité de bassin, direction générale des agences de l’eau, comités locaux de l’eau, conseil national de l'eau) et le nombre total des membres des cadres et instances de gestion de l’eau\*100. | Exploitation documentaire | National. Régional. Espaces de gestion de l’eau. | Agences de l’eau | Triennale | Comptes rendus de réunions des cadres et instances organisations. |
| **OBJECTIF OPERATIONNEL 10 : Changer les comportements des parties prenantes concernant la protection et les usages des ressources en eau.** | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateur 1 : Proportion de déclarations et de demandes d’autorisation parvenues dans les préfectures en matière des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA). | Effet. | Évolution des déclarations et des demandes d’autorisation effectuées par les parties prenantes. | %. | 0% | 5% | 25% | 50% | 60% | Somme des déclarations et des demandes d’autorisation reçu annuellement divisé par le nombre total d’IOTA réalisé dans l’année. | Comptage. Suivi régulier. | National. Régional. Espaces de gestion de l’eau. | DGRE  Services régionaux en charge de l’eau. | Annuelle. | Registres et répertoires des préfectures et services habilités. |
| Indicateur 2 : Proportion des grandes entreprises ou établissements humains utilisant l’eau de façon efficiente dans leurs activités | Effet | Mesure de l’évolution du nombre des grandes entreprises ou établissements humains recyclant l’eau (BRAKINA, SOGEAO, SN-SOSUCO etc. ) | % | moins de 1% | 2% | 4% | 7% | 10% | Nombre de grands entreprise ou d’établissements recensés recyclant l’eau divisé par le nombre total de grands entreprise et d’établissements humains recensés\*100. | Enquêtes. Exploitation documentaire. | National. Régional. Espaces de gestion de l’eau. | Agences de l’eau. | Triennale. | États annuels de consommation d’eau. Rapports ONEA. Rapports d’enquêtes. |

# COUT DU PLAN D’ACTION

L’annexe 2 présente le budget en francs CFA du plan d’action 2016-2020 du PNGIRE qui s’élève à 26,909 milliards de francs CFA. Le budget est présenté par année et par bailleur. Les principaux bailleurs sont l’Etat, la contribution de la CFE et les PTF.

La figure suivante représente la répartition du budget par année en millions de francs CFA.

Figure 1 : Répartition du budget par année (en millions de francs CFA)

La figure 2 représente la répartition par lignes budgétaires.

Figure 2 : répartition par lignes budgétaires.

La figure 3 représente la répartition du financement attendu entre l’Etat, la Contribution

Financière de l’Eau et les partenaires financiers du Burkina Faso.

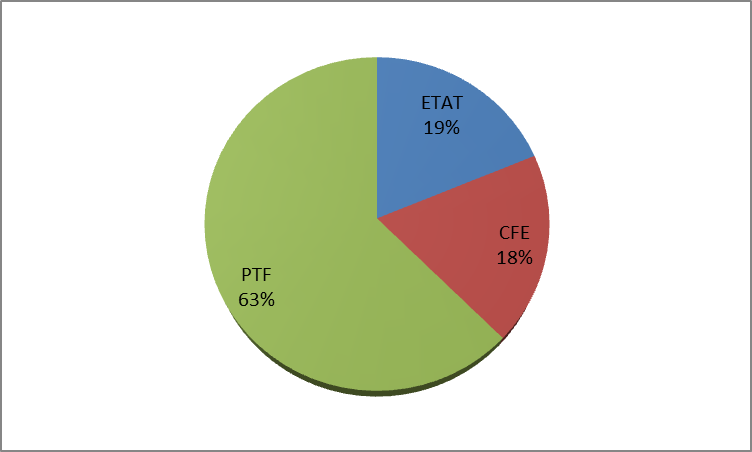


Figure 3 : Répartition du financement

# MODALITES DE FINANCEMENT

La contribution financière en matière d’eau a commencé à être appliquée dans les secteurs de l’eau potable (ONEA), le secteur minier et, dans une moindre mesure dans le secteur des BTP. On peut s’attendre à ce que, la CFE continue à être étendue à d’autres secteurs avec la mise en place des cinq Agences de l’Eau, au moins sur la base du principe préleveur -payeur.

Bien que la collecte effective de fonds à travers la CFE soit un signal positif, le financement de la GIRE devra encore être soutenu pendant plusieurs années par une contribution de l’Etat et l’appui de partenaires financiers du Burkina Faso.

Les éléments d’évaluation des contributions financières estimées sont les suivants :

* L’Etat contribuera chaque année pour un milliard de francs CFA au budget du plan d’action, soit un total de 5 milliards pour 2016-2020, ce qui représente 18,6% du budget total.
* La CFE contribuera à hauteur de 5 milliards de francs FCFA pour 2016-2020, représentant 18,6% du budget total, soit un montant d’un milliard de francs CFA par an.
* L’appui des partenaires techniques et financiers sera à hauteur de 16,909 milliards de francs FCFA, représentant 62,8% du budget total. Cet appui peut être envisagé selon quatre modalités qui sont l’appui budgétaire sectoriel, le panier commun de financement, le paiement direct et l’aide projet.

# HYPOTHESES ET RISQUES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2016 - 2020

La mise en œuvre du plan d’action 2016-2020 est soumise à plusieurs hypothèses internes et externes qui présentent des risques qu’il convient de maîtriser. Certains des risques sont particulièrement importants et portent sur le non-respect des SDAGE, de déficit d’appropriation de la gestion des ressources en eau par les parties prenantes, les faiblesses des capacités à régler les problèmes des ressources en eau et la faiblesse des financements. Le tableau n°10 présente l’ensemble des hypothèses, les risques et les mesures d’atténuation proposées.

Tableau 8 : Hypothèses, risques et mesures d’atténuation

| **Éléments** | **Hypothèses** | **Risques** | **Mesures d’atténuation des risques** |
| --- | --- | --- | --- |
| **OBJECTIF STRATEGIQUE**  Contribuer durablement à la satisfaction des besoins en eau douce des usagers et des écosystèmes aquatiques***.*** | Vision partagée de la préservation des ressources en eau entre les agences de l’eau, les populations et les autres parties prenantes.  Poursuite du fort soutien du Gouvernement à la GIRE.  Soutien conséquent des Partenaires techniques et financiers à la GIRE. | Non-adhésion des populations et des parties prenantes à la vision partagée.  Faiblesse des financements du programme et des activités des agences de l’eau. | Agences de l’eau mettent en place les processus et mécanismes pour parvenir à une vision partagée.  Mobilisation effective de la CFE et diversification des sources de financements (PTF. ONG, Fondation privée, Coopération décentralisée, etc.). |
| **ACTION 1 :**  Police de l’eau. | Création d’une structure au niveau central chargée de la Police de l’eau. | Faible adhésion des parties prenantes. | Poursuite du plaidoyer sur les enjeux du changement. |
| **ACTION 2 :**  Contribution Financière en matière d’Eau (CFE). | Fort engagement du ministre en charge de l’eau dans l’application de la CFE. | Faible niveau de participation des assujettis au processus de prise de décision. | Assujettis et ministères concernés participent formellement aux négociations menant à la prise de décision. |
| **ACTION 3 :**  Cadre institutionnel et instruments de gestion. | Capacité du Ministère en charge de l’eau à adapter l’organisation institutionnelle et les programmes en fonction des leçons apprises des expériences de gestion du secteur. | Non capitalisation des expériences de fonctionnement et des instruments de gestion.  Non-respect des SDAGE. | Conduite périodique d’évaluation indépendante.  Dialogue renforcé avec les ministères de l’Agriculture, de l’Environnement, de l’Énergie et des Mines. |
| **ACTION 4 :**  Renforcement des capacités des agences de l’eau et des autres parties prenantes. | Disponibilité de ressources humaines compétentes aux divers niveaux des agences de l’eau. | Contexte de travail peu propice au maintien des ressources humaines compétentes. | Adoption des meilleures pratiques de gestion des ressources humaines. |
| **ACTION 5 :**  Système national d’information sur l’eau (SNIEau). | Evolution institutionnelle de la Direction des Etudes et de l’Information sur l’Eau vers une structure disposant d’une plus grande autonomie de gestion. | Faible adhésion des parties prenantes. | Poursuite du plaidoyer sur les enjeux du changement. |
| **ACTION 6 :**  Recherche-développement dans le domaine de l’eau**.** | Disponibilité d’un plan de recherche développement dans le domaine de l’eau.  Soutien financier du plan par l’État et les PTF. | Absence de soutien financier. | Poursuite du plaidoyer sur l’importance de la recherche développement. |
| **ACTION 7 :**  Protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions**.** | Disponibilité d’un répertoire des sites de pollution existants et potentiels. | Absence de soutien financier. | Poursuite du plaidoyer sur l’importance de la protection des eaux et affectation adéquate des ressources financières de la CFE. |
| **ACTION 8 :**  Protection des plans d’eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants. | Existence de plans d’action de lutte contre les plantes envahissantes et le comblement des plans d’eau. | Absence de soutien financier et méconnaissance technique des problématiques. | Poursuite du plaidoyer sur l’importance de la protection des plans eaux et affectation adéquate des ressources financières de la CFE.  Formation de ressources humaines dans les meilleures pratiques. |
| **ACTION 9 :**  Intégration des aspects transversaux dans la gestion de l’eau. | Disponibilité des outils de formation des parties prenantes en matière en prise en compte de tous les objectifs post-OMD dans la gestion de l’eau. | Faiblesse des capacités dans l’élaboration des outils. | Accompagnement par des personnes ressources expérimentées dans ce domaine. |
| **ACTION 10 :** Communication et plaidoyer pour la gestion des ressources en eau. | Actualisation périodique de la stratégie et du plan de communication en fonction des effets et impacts obtenus. | Faiblesse des capacités dans la formulation et l’actualisation de la stratégie et du plan de communication. | Accompagnement par des personnes ressources expérimentées dans ce domaine. |

# 

# ANNEXES

Annexe 1 : Budget des actions et activités

| **N°** | **Activité** | **Répartition par année** | | | | | **Répartition par bailleur** | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2016** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** | **ETAT** | **CFE** | **PTF** |
| **1** | **Application effective de la police de l'eau.** | 668 | 453 | 323 | 253 | 253 | 244 | 270 | 1 436 |
| **1.1,** | Capitaliser les leçons et expériences du projet pilote 1 | 71 |  |  |  |  | 20 | 20 | 31 |
| **1.2.** | Prendre un arrêté portant organisation de la direction générale chargée d'abriter la direction de la police de l'eau | 22 |  |  |  |  | 22 |  |  |
| **1.3.** | Prendre un arrêté portant organisation des directions régionales chargées d'abriter la direction de la police de l'eau | 22 |  |  |  |  | 22 |  |  |
| **1.4.** | Identifier, former et assermenter les agents de la direction et des services police de l'eau | 200 | 200 | 100 | 100 | 100 | 50 | 100 | 550 |
| **1.5.** | Doter progressivement les services concernés en équipements | 300 | 200 | 170 | 100 | 100 | 50 | 100 | 720 |
| **1.6.** | Animer les sessions des cadres de concertation sur la police de l'eau | 47 | 47 | 47 | 47 | 47 | 50 | 50 | 135 |
| **1.7.** | Inclure les activités de police de l'eau dans les plans de travail et budgets annuels du programme GIRE | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 30 |  |  |
| **2.** | **Amélioration du recouvrement de la Contribution Financière en Matière d'Eau (CFE).** | 480 | 410 | 315 | 255 | 205 | 260 | 330 | 1 075 |
| **2.1.** | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de recouvrement effectif de la CFE concernant la taxe de prélèvement d'eau brute au niveau des Agences de l'Eau (production d'eau potable, activités minières et industrielles, travaux de génie civil). | 200 | 75 | 75 | 75 | 75 | 50 | 100 | 350 |
| **2.2.** | Evaluer les recettes prévisionnelles globales de la CFE par Agence de l'Eau à chaque phase du programme. | 20 | 20 |  |  |  | 10 |  | 30 |
| **2.3.** | Elaborer et adopter les décrets et arrêtés d'application sur les taux de prélèvement d'eau brute à des fins de productions agricoles, pastorales et piscicoles. | 20 | 10 |  |  |  | 10 |  | 20 |
| **2.4.** | Elaborer et adopter le décret et les arrêtés d'application relatifs à la taxe de modification des régimes de l'eau. | 30 |  |  |  |  | 10 |  | 20 |
| **2.5.** | Elaborer et adopter les décrets et arrêtés d'application relatifs à la taxe de pollution de l'eau. |  | 35 |  |  |  | 10 |  | 25 |
| **2.6.** | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de recouvrement global de la CFE après la prise des textes d'application. |  | 110 | 80 | 70 | 70 | 50 | 100 | 180 |
| **2.7.** | Mettre en place les manuels de procédures et outils portant sur le recouvrement des diverses taxes, la gestion des réclamations des assujettis et des contentieux. |  | 50 | 50 |  |  | 20 | 30 | 50 |
| **2.8.** | Mettre en place les ressources humaines formées permettant l'application effective de la CFE par les Agences de l'Eau. | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 50 | 50 | 200 |
| **2.9.** | Procéder au recouvrement effectif de la CFE (budget inclus dans l'activité 1.2.1.) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **2.10.** | Mettre en place au sein des agences et du ministère de tutelle technique un dispositif permettant un contrôle effectif du recouvrement et de l'usage des produits de la CFE. | 100 |  |  |  |  | 50 |  | 50 |
| **2.11.** | Informer et sensibiliser les assujettis de la CFE. | 50 | 50 | 50 | 50 |  | 0 | 50 | 150 |
| **3** | **Poursuite de l'adaptation du cadre institutionnel et des instruments de gestion.** | 2 425 | 2 310 | 1 045 | 780 | 815 | 2 380 | 975 | 4 020 |
| **3.1.** | Mettre à jour un recueil des textes avec les commentaires et annotations. | 50 | 50 |  |  |  | 50 |  | 50 |
| **3.2.** | Evaluer les conditions et le coût d'applicabilité et le coût de chaque nouveau texte avant son introduction dans le circuit d'approbation. | 15 | 10 |  |  |  | 25 |  |  |
| **3.3.** | Clarifier les relations entre les Agences de l'Eau et les structures centrales et régionales responsables du secteur de l'eau et de l'assainissement et les autres ministères partenaires. | 75 |  |  |  |  | 25 |  | 50 |
| **3.4.** | Réviser les fonctions, la composition et le fonctionnement des organes de la GIRE. | 50 | 30 |  |  |  | 30 |  | 50 |
| **3.5.** | Construire les sièges des Agences de l'Eau et appuyer leur fonctionnement. | 1 300 | 1 330 | 360 | 390 | 420 | 2 000 | 500 | 1 300 |
| **3.6.** | Appuyer les Agences de l'Eau pour l'élaboration de leurs SDAGE et SAGE, et leurs révisions périodiques. | 500 | 500 | 300 |  |  |  | 300 | 1 000 |
| **3.7.** | Nouer des alliances stratégiques avec les ministères responsables de l'environnement, des mines, de l'agriculture et de l'industrie. | 70 | 20 | 20 | 20 | 20 | 50 |  | 100 |
| **3.8.** | Maintenir le SP/PAGIRE rattaché au Cabinet du Ministère en charge de l'eau en tant que garant du développement de la GIRE. | 290 | 305 | 320 | 325 | 335 | 100 | 175 | 1 300 |
| **3.9.** | Faire évoluer la Direction des Etudes et de l'Information sur l'Eau vers une plus grande autonomie et la rendre plus robuste face aux modifications de l'organisation gouvernementale. | 30 | 20 |  |  |  | 50 |  |  |
| **3.10.** | Renforcer la coopération régionale et internationale. | 45 | 45 | 45 | 45 | 40 | 50 |  | 170 |
| **4.** | **Renforcement des capacités des agences de l'eau et des autres parties prenantes** | 1 175 | 955 | 805 | 645 | 620 | 580 | 500 | 3 120 |
| **4.1.** | Améliorer les capacités des structures en matière de mise en œuvre et d'ajustement des dispositions législatives et réglementaires de la gestion des ressources en eau. | 100 | 100 | 50 | 50 | 50 | 50 |  | 300 |
| **4.2.** | Renforcer les capacités de pilotage et de gestion des agences à travers l'élaboration et l'adoption de contrat-plan avec l'Etat, de plans stratégiques de réalisation des missions, des audits technique et financier de la gestion des ressources financières et des contrats plans. | 150 | 90 | 70 | 70 | 70 | 50 | 100 | 300 |
| **4.3.** | Appuyer les Agences de l'Eau pour l'élaboration de leurs plans stratégiques de développement. | 100 |  | 90 |  |  | 50 | 50 | 90 |
| **4.4.** | Renforcer les ressources humaines des structures centrales, déconcentrées, des agences et édifier les capacités chez les agents de l'eau et des autres acteurs dans les domaines de l'évaluation des ressources en eau, des bases de données, de la modélisation et des évaluations environnementales, sociales, économiques et gestion des risques. | 250 | 200 | 200 | 150 | 150 | 50 | 200 | 700 |
| **4.5.** | Poursuivre l'amélioration des cadres de travail et de la logistique des structures. | 200 | 200 | 100 | 100 | 100 | 50 | 100 | 550 |
| **4.6.** | Renforcer les capacités du Conseil national de l'eau dans le dialogue intersectoriel, l'évaluation des thématiques, de l'auto saisine sur des questions stratégiques et des propositions au Gouvernement. | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 50 |  | 150 |
| **4.7.** | Soutenir l'immersion des principaux responsables du département ministériel et des agents dans les Agences de l'Eau. | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 50 |  | 150 |
| **4.8.** | Améliorer les capacités de participation et de délégation de certaines activités de la GIRE aux autres départements ministériels, les institutions spécialisées et à la société civile. | 60 | 50 | 50 | 50 | 50 | 80 |  | 180 |
| **4.9.** | Promouvoir l'application effective des compétences des collectivités décentralisées dans le domaine de l'eau. | 150 | 150 | 100 | 100 | 100 | 50 |  | 550 |
| **4.10.** | Initier et conduire les études prospectives stratégiques dans le secteur de l'eau (structures de financement interne et d'incitations à moyen et long terme dans le secteur de l'eau, eau et croissance verte, économie de l'eau dans les usages, GIRE et sécurité alimentaire, GIRE et stratégies de lutte contre la pauvreté, GIRE et les droits humains, transferts de l'eau entre les régions, etc). | 60 | 60 | 40 | 20 | 20 | 50 | 50 | 100 |
| **4.11.** | Instaurer une culture de compte rendu aux citoyens des activités réalisées dans le secteur à travers les outils appropriés. | 25 | 25 | 25 | 25 |  | 50 |  | 50 |
| **5** | **Développement d'un Système national d'information sur l'eau (SNIEau) fiable et durable.** | 920 | 1 030 | 750 | 650 | 650 | 530 | 750 | 2 720 |
| **5.1.** | Poursuivre l'extension des réseaux de collecte et de mesures de données hydrologiques, piézométriques, climatologiques, de qualité de l'eau et des ouvrages de mobilisation des eaux en s'appuyant sur les nouveaux systèmes de relevés à distance bâtis sur les technologies de l'information. | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 50 | 300 | 650 |
| **5.2.** | Mettre en place et suivre un réseau des qualités des eaux sur tout le territoire national avec des ceintures de suivi renforcé autour des industries minières, des sites d'orpaillage artisanal, des zones industrielles et des retenues d'eau. |  | 160 | 80 | 80 | 80 | 50 | 100 | 250 |
| **5.3.** | Doter le laboratoire d'analyse des eaux du MEAHA des ressources organisationnelles techniques, humaines et financières pour la réalisation des analyses des eaux du réseau de qualité. | 300 | 300 | 200 | 100 | 100 | 50 | 100 | 850 |
| **5.4.** | Intégrer les conflits d'usage et les thèmes transversaux dans les bases de données et la diffusion de l'information. |  | 100 |  |  |  | 30 |  | 70 |
| **5.5.** | Améliorer et consolider les outils et les modalités de diffusion des données et informations. | 100 | 50 | 50 | 50 |  | 50 |  | 200 |
| **5.6.** | Elaborer et mettre en œuvre un plan de développement et de gestion du Système national d'information sur l'eau en considérant l'avènement des Agences de l'Eau. | 140 | 40 | 40 | 40 | 40 | 50 | 100 | 150 |
| **5.7.** | Renforcer les capacités humaines, techniques, financières et logistiques des structures de mise en œuvre du Système national d'information sur l'eau. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 50 | 100 | 350 |
| **5.8.** | Assurer la promotion continue du Système national d'information sur l'eau. | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 50 |  | 50 |
| **5.9.** | Publier tous les cinq (5) ans, un rapport sur l'Etat des ressources en eau, leurs usages, les conflits d'usage et les thèmes transversaux. |  |  |  |  | 50 | 50 |  |  |
| **5.10.** | Assurer la gestion des risques et la protection des données et matériels de collecte des données. | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 50 | 50 |  |
| **5.11.** | Renforcer la coopération nationale, régionale et internationale avec les organismes de bassins et les centres mis en place par les institutions concernant le sujet. | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 50 |  | 150 |
| **6.** | **Poursuite des actions de recherche développement dans le domaine de l'eau, de ses usages et des impacts du changement climatique.** | 245 | 365 | 205 | 140 | 145 | 265 | 235 | 600 |
| **6.1.** | Identifier et cartographier les grands aquifères continus du pays. | 60 | 50 |  |  |  |  | 30 | 80 |
| **6.2.** | Réaliser les modèles de gestion des bassins versants. | 20 | 20 | 20 | 20 | 10 | 10 | 40 | 40 |
| **6.3.** | Établir l'état des ressources en eau et de leurs pollutions tous les cinq ans. |  | 70 |  |  |  | 10 |  | 60 |
| **6.4.** | Combler les lacunes sur les flux et volumes de ressources en eau effectivement stockés, utilisés ou consommés. | 20 | 20 | 20 | 20 | 10 | 10 | 20 | 60 |
| **6.5.** | Evaluer et proposer un schéma national de mobilisation et transfert des eaux inter-collectivités à partir des eaux de surface et souterraines. |  | 50 | 25 |  |  | 10 | 20 | 45 |
| **6.6.** | Assurer de manière continue la connaissance des variabilités et changements climatiques et leurs impacts sur la disponibilité des ressources en eau. | 20 | 20 | 15 | 15 | 15 | 15 | 25 | 45 |
| **6.7.** | Identifier et soutenir les actions qui améliorent la résilience des usagers face aux variabilités et changements climatiques. | 40 | 40 | 25 | 20 | 20 | 25 | 40 | 80 |
| **6.8.** | Assurer une évaluation continue des impacts et performances des structures de gestion des eaux de bassins (Agences de l'eau y compris CLE, comités d'irrigants, association des usagers d'eau). | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 50 |  |  |
| **6.9.** | Identifier et développement un mécanisme de gestion et de suivi de certaines retenues d'eau de surface. | 30 | 10 | 10 |  |  | 10 | 40 |  |
| **6.10.** | Identifier, proposer et mettre en œuvre les solutions permettant d'améliorer la capacité des retenues d'eau diminuée par la sédimentation. |  | 30 | 10 | 10 | 10 | 10 | 20 | 30 |
| **6.11.** | Renforcer les capacités humaines, techniques, financières et logistiques des structures concourant au développement de la recherche sur l'eau. | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 50 |  | 100 |
| **6.12.** | Capitaliser les produits effets et impacts et les leçons d'expérience du programme. |  |  | 25 |  | 25 | 50 |  |  |
| **6.13.** | Renforcer la coopération nationale, régionale et internationale dans le domaine. | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |  | 60 |
| **7.** | **Renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions** | 635 | 745 | 580 | 560 | 480 | 270 | 1 065 | 1 665 |
| **7.1.** | Actualiser un inventaire des sources de pollutions et de leurs caractéristiques. | 75 | 75 |  |  |  | 10 | 65 | 75 |
| **7.2.** | Mettre en place un système de suivi périodique des pollutions. |  | 100 | 70 | 50 | 50 | 30 | 100 | 140 |
| **7.3.** | Evaluer avec les services en charge de la santé publique les impacts des pollutions des eaux sur l'état sanitaire de la population. |  | 50 |  |  |  | 20 |  | 30 |
| **7.4.** | Appuyer les miniers et les industriels pour des stations de traitement des eaux, et contrôler périodiquement l'efficacité de ces stations. | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 30 | 200 | 170 |
| **7.5.** | Accompagner les orpailleurs traditionnels pour qu'ils puissent traiter leurs boues sans utilisation anarchique et incontrôlée de produits dangereux. | 200 | 150 | 150 | 150 | 150 | 50 | 200 | 550 |
| **7.6.** | Etablir des périmètres de protection autour des sources pérennes, des forages à grand débit et des sites de pompage des AEP communales. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 50 | 200 | 250 |
| **7.7.** | Etablir une convention entre les ministères de l'agriculture et de l'environnement sur l'usage et le contrôle des intrants agricoles. | 30 |  |  |  |  | 30 |  |  |
| **7.8.** | Appuyer les communes urbaines pour la création de stations d'épuration des eaux usées. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 30 | 200 | 270 |
| **7.9.** | Créer des stations de traitement des eaux usées pour les sites hospitaliers en milieu urbain. |  | 90 | 80 | 80 |  | 10 | 100 | 140 |
| **7.10.** | Faire des études de faisabilité pour l'exploitation de ressources alternatives en eau potable en cas d'eau souterraine contaminée et non traitable. | 50 |  |  |  |  | 10 |  | 40 |
| **8.** | **Amélioration de la protection des plans d'eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants** | 640 | 570 | 430 | 430 | 430 | 255 | 715 | 1 530 |
| **8.1.** | Elaborer les plans d'action contre les plantes envahissantes et le comblement des retenues d'eau | 50 | 50 |  |  |  | 20 | 20 | 60 |
| **8.2.** | Identifier les berges dénudées des cours d'eau | 40 | 40 |  |  |  | 20 | 20 | 40 |
| **8.3.** | Assurer le reboisement des berges dénudées | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 30 | 100 | 270 |
| **8.4.** | Identifier pour chaque zone les causes de dégradation. | 50 | 50 |  |  |  | 20 | 30 | 50 |
| **8.5.** | Tester sur des sites pilote puis vulgariser des moyens de lutte intégrée (biologique/mécanique, etc.) contre les plantes aquatiques. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 30 | 200 | 270 |
| **8.6.** | Identifier les berges à protéger prioritairement, les mettre en défens et les reboiser. | 90 | 80 | 80 | 80 | 80 | 30 | 100 | 280 |
| **8.7.** | Définir et mettre en place un système de suivi du comblement du réseau hydrologique. | 60 | 10 | 10 | 10 | 10 | 5 | 45 | 50 |
| **8.8.** | Réaliser des activités de CES/DRS sur les terres les plus sensibles à l'érosion. | 170 | 160 | 160 | 160 | 160 | 100 | 200 | 510 |
| **9.** | **Intégration des aspects transversaux et des autres secteurs usagers dans la gestion de l'eau** | 161 | 122 | 140 | 67 | 55 | 100 | 0 | 445 |
| **9.1.** | Réaliser des documents guides sur les liens et modalités de prise en compte des thèmes de pauvreté, de croissance économique, du genre, des droits humains, de la décentralisation dans la gestion durable des ressources des ressources en eau. | 30 | 20 |  |  |  | 5 |  | 45 |
| **9.2.** | Renforcer les capacités d'expertise technique du SP/PAGIRE et des structures de mise en œuvre sur des thématiques transversales et leur suivi -évaluation en lien avec les ressources en eau. | 20 | 10 |  |  |  | 5 |  | 25 |
| **9.3.** | Prendre en compte l'équilibre du genre lors des recrutements dans les structures de coordination et de mise en œuvre de la GIRE. | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 5 |  |  |
| **9.4.** | Former les partenaires locaux, planificateurs des départements ministériels, députés, conseils municipaux sur les thématiques transversales en lien avec les ressources en eau. | 20 | 20 | 20 | 15 |  | 15 |  | 60 |
| **9.5.** | Informer et sensibiliser les autres acteurs de l'eau (industrie, mines, exploitants agricoles, BTP, AEP, etc.) sur les questions genre et leur importance dans le développement durable. | 15 | 15 | 15 | 15 | 10 | 10 |  | 60 |
| **9.6.** | Renforcer l'expertise féminine dans les carrières de la connaissance de la ressource en eau par l'octroi de bourses de formation. | 40 | 40 | 30 | 20 | 20 | 10 |  | 140 |
| **9.7.** | Faciliter l'implication et la participation des femmes et les autres groupes vulnérables dans toutes les étapes de planification, d'exécution et de gestion des ressources en eau. | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 5 |  | 10 |
| **9.8.** | Adopter un quota dans la représentativité des femmes et autres groupes vulnérables au niveau des postes de prise de décision dans les instances de gestion de l'eau. | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 5 |  |  |
| **9.9.** | Utiliser les filles et des femmes instruites comme agents du changement dans les projets relatifs à l'eau et de l'assainissement. | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 10 |  | 50 |
| **9.10.** | Vulgariser les lois et règlements relatifs à la " protection des bassins " au sein des populations riveraines en utilisant des animateurs locaux notamment les associations des femmes. |  |  | 30 |  |  | 10 |  | 20 |
| **9.11.** | Compiler les données et références sur le rôle de la femme et des autres groupes vulnérables dans les secteurs d'utilisation des eaux en vue de pouvoir estimer le niveau de participation, leurs besoins spécifiques et leurs préoccupations. |  |  | 20 |  |  | 5 |  | 15 |
| **9.12.** | Evaluer périodiquement la prise en compte des questions majeures qui se posent aux secteurs d'utilisation et formuler les dispositions permettant de les régler. | 9 |  | 8 |  | 8 | 5 |  | 20 |
| **9.13.** | Réviser le manuel de suivi -évaluation de la GIRE pour intégrer les indicateurs relatifs aux thèmes transversaux. | 10 |  |  |  |  | 10 |  |  |
| **10.** | **Amélioration de la communication et du plaidoyer pour la gestion des ressources en eau** | 145 | 133 | 127 | 101 | 68 | 174 | 159 | 241 |
| **10.1.** | Promouvoir un programme de travail pour le réseau des parlementaires. | 10 | 10 | 10 | 5 | 5 | 5 |  | 35 |
| **10.2.** | Concevoir et publier les outils de plaidoyer et de changement social. | 10 | 10 | 10 | 10 | 5 | 5 |  | 40 |
| **10.3.** | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de conduite du changement social en vue de l'adoption d'attitudes et de bons comportements de toutes les parties prenantes dans les ressources en eau. | 10 | 10 | 10 | 10 |  | 5 |  | 35 |
| **10.4.** | Assurer la formation continue des acteurs sur la GIRE y compris les groupes socioprofessionnels et des hommes de média. | 20 | 20 | 20 | 10 | 10 | 10 | 30 | 40 |
| **10.5.** | Renforcer la connaissance et l'acceptation des agences de l'eau par les parties prenantes comme instance de concertation de tous les acteurs sur la gestion des ressources en eau. | 10 | 10 | 10 | 10 | 5 | 10 | 35 |  |
| **10.6.** | Former des CLE en GIRE et en techniques d'animation participative et sensibilisation sur leurs rôles et responsabilités. | 16 | 12 | 12 | 12 | 12 | 10 | 54 |  |
| **10.7.** | Sensibiliser, informer et éduquer les populations sur les rôles et responsabilités des CLE. | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 10 |  |  |
| **10.8.** | Sensibiliser, informer et éduquer les acteurs locaux et leaders communaux sur la GIRE. | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 10 |  |  |
| **10.9.** | Impliquer les services de communication de la DGRE, DCPM, du SP/PAGIRE, des agences de l'eau dans toutes les activités du PAGIRE et réaliser les échanges d'information. | 15 | 10 | 10 | 5 | 5 | 10 | 15 | 20 |
| **10.10.** | Assurer le plaidoyer pour l'accroissement de l'affectation budgétaire à la protection de la ressource eau dans le budget de l'Etat. | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 10 |  |  |
| **10.11.** | Réaliser des campagnes d'information, de sensibilisation des décideurs, des partenaires sociaux (médias, ONG, leaders coutumiers et religieux, le secteur privé (les industries, mines, BTP), des partenaires au développement, de la population/grand public sur la GIRE. | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 5 |  |  |
| **10.12.** | Renforcer le partenariat stratégique avec des journalistes nationaux et internationaux en vue de publier fréquemment des articles sur les activités du SP/PAGIRE. | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 10 |  |  |
| **10.13.** | Organiser de rencontres d'échanges périodiques avec les journalistes ou organisation de points de presse pour faire connaître les résultats d'une étude ou des bonnes pratiques en matière de GIRE. | 4 | 4 | 4 | 4 |  | 5 |  | 11 |
| **10.14.** | Capitaliser et promouvoir les bonnes pratiques et des bons procédés tirés des expériences dans les pays voisins ou dans d'autres pays africains. | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 5 |  | 15 |
| **10.15.** | Assurer le plaidoyer auprès des leaders religieux et coutumiers pour parvenir à un changement de mentalité sur la protection de la ressource eau au niveau communautaire et individuel. | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 10 |  |  |
| **10.16.** | Informer et sensibiliser le secteur privé afin que les entreprises/ industries/mines/BTP intègrent une consommation rationnelle et une protection de la ressource eau contre les pollutions dans leurs projets et activités. | 2 | 1 | 1 | 1 |  | 5 |  |  |
| **10.17.** | Tenir des réunions périodiques de concertation et d'échanges d'informations avec les PTF sur la GIRE et la mise en œuvre du PAGIRE. | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 5 |  | 15 |
| **10.18.** | Mener le plaidoyer auprès des PTF pour une mobilisation des ressources en faveur de la mise en œuvre des actions intégrant la GIRE et la lutte contre la pauvreté. | 12 |  |  |  |  | 12 |  |  |
| **10.19.** | Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation autour de la CFE et de la police de l'eau en direction des divers types d'acteurs et diffusion dans les médias de témoignages de bons payeurs de la CFE. | 10 | 10 | 10 | 10 | 7 | 22 | 25 |  |
| **10.20.** | Capitaliser les expériences sur la police de l'eau au niveau de la Région de la Boucle du Mouhoun et assurer le passage à l'échelle des autres Régions. |  | 10 | 5 | 5 |  | 5 |  | 15 |
| **10.21.** | Identifier les normes et des grands facteurs de résistance au changement d'attitude et de comportement en matière de gestion durable des ressources en eau pour impulser la conduite du changement | 7 | 7 | 6 |  |  | 5 |  | 15 |

Annexe 2 : Chronogramme d’exécution

| **N°** | **Activité** | **2016** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Application effective de la police de l'eau.** |  |  |  |  |  |
|  | Capitaliser les leçons et expériences du projet pilote 1 |  |  |  |  |  |
|  | Prendre un arrêté portant organisation de la direction générale chargée d'abriter la direction de la police de l'eau |  |  |  |  |  |
|  | Prendre un arrêté portant organisation des directions régionales chargées d'abriter la direction de la police de l'eau |  |  |  |  |  |
|  | Identifier, former et assermenter les agents de la direction et des services police de l'eau |  |  |  |  |  |
|  | Doter progressivement les services concernés en équipements |  |  |  |  |  |
|  | Animer les sessions des cadres de concertation sur la police de l'eau |  |  |  |  |  |
|  | Inclure les activités de police de l'eau dans les plans de travail et budgets annuels du programme GIRE |  |  |  |  |  |
|  | **Amélioration du recouvrement de la Contribution Financière en Matière d'Eau (CFE).** |  |  |  |  |  |
|  | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de recouvrement effectif de la CFE concernant la taxe de prélèvement d'eau brute au niveau des Agences de l'Eau (production d'eau potable, activités minières et industrielles, travaux de génie civil). |  |  |  |  |  |
|  | Evaluer les recettes prévisionnelles globales de la CFE par Agence de l'Eau à chaque phase du programme. |  |  |  |  |  |
|  | Elaborer et adopter les décrets et arrêtés d'application sur les taux de prélèvement d'eau brute à des fins de productions agricoles, pastorales et piscicoles. |  |  |  |  |  |
|  | Elaborer et adopter le décret et les arrêtés d'application relatifs à la taxe de modification des régimes de l'eau. |  |  |  |  |  |
|  | Elaborer et adopter les décrets et arrêtés d'application relatifs à la taxe de pollution de l'eau. |  |  |  |  |  |
|  | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de recouvrement global de la CFE après la prise des textes d'application. |  |  |  |  |  |
|  | Mettre en place les manuels de procédures et outils portant sur le recouvrement des diverses taxes, la gestion des réclamations des assujettis et des contentieux. |  |  |  |  |  |
|  | Mettre en place les ressources humaines formées permettant l'application effective de la CFE par les Agences de l'Eau. |  |  |  |  |  |
|  | Procéder au recouvrement effectif de la CFE (budget inclus dans l'activité 1.2.1.) |  |  |  |  |  |
|  | Mettre en place au sein des agences et du ministère de tutelle technique un dispositif permettant un contrôle effectif du recouvrement et de l'usage des produits de la CFE. |  |  |  |  |  |
|  | Informer et sensibiliser les assujettis de la CFE. |  |  |  |  |  |
|  | **Poursuite de l'adaptation du cadre institutionnel et des instruments de gestion.** |  |  |  |  |  |
|  | Mettre à jour un recueil des textes avec les commentaires et annotations. |  |  |  |  |  |
|  | Evaluer les conditions et le coût d'applicabilité et le coût de chaque nouveau texte avant son introduction dans le circuit d'approbation. |  |  |  |  |  |
|  | Clarifier les relations entre les Agences de l'Eau et les structures centrales et régionales responsables du secteur de l'eau et de l'assainissement et les autres ministères partenaires. |  |  |  |  |  |
|  | Réviser les fonctions, la composition et le fonctionnement des organes de la GIRE. |  |  |  |  |  |
|  | Construire les sièges des Agences de l'Eau et appuyer leur fonctionnement. |  |  |  |  |  |
|  | Appuyer les Agences de l'Eau pour l'élaboration de leurs SDAGE et SAGE, et leurs révisions périodiques. |  |  |  |  |  |
|  | Nouer des alliances stratégiques avec les ministères responsables de l'environnement, des mines, de l'agriculture et de l'industrie. |  |  |  |  |  |
|  | Maintenir le SP/PAGIRE rattaché au Cabinet du Ministère en charge de l'eau en tant que garant du développement de la GIRE. |  |  |  |  |  |
|  | Faire évoluer la Direction des Etudes et de l'Information sur l'Eau vers une plus grande autonomie et la rendre plus robuste face aux modifications de l'organisation gouvernementale. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer la coopération régionale et internationale. |  |  |  |  |  |
|  | **Renforcement des capacités des agences de l'eau et des autres parties prenantes** |  |  |  |  |  |
|  | Améliorer les capacités des structures en matière de mise en œuvre et d'ajustement des dispositions législatives et réglementaires de la gestion des ressources en eau. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer les capacités de pilotage et de gestion des agences à travers l'élaboration et l'adoption de contrat-plan avec l'Etat, de plans stratégiques de réalisation des missions, des audits technique et financier de la gestion des ressources financières et des contrats plans. |  |  |  |  |  |
|  | Appuyer les Agences de l'Eau pour l'élaboration de leurs plans stratégiques de développement. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer les ressources humaines des structures centrales, déconcentrées, des agences et édifier les capacités chez les agents de l'eau et des autres acteurs dans les domaines de l'évaluation des ressources en eau, des bases de données, de la modélisation et des évaluations environnementales, sociales, économiques et gestion des risques. |  |  |  |  |  |
|  | Poursuivre l'amélioration des cadres de travail et de la logistique des structures. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer les capacités du Conseil national de l'eau dans le dialogue intersectoriel, l'évaluation des thématiques, de l'auto saisine sur des questions stratégiques et des propositions au Gouvernement. |  |  |  |  |  |
|  | Soutenir l'immersion des principaux responsables du département ministériel et des agents dans les Agences de l'Eau. |  |  |  |  |  |
|  | Améliorer les capacités de participation et de délégation de certaines activités de la GIRE aux autres départements ministériels, les institutions spécialisées et à la société civile. |  |  |  |  |  |
|  | Promouvoir l'application effective des compétences des collectivités décentralisées dans le domaine de l'eau. |  |  |  |  |  |
|  | Initier et conduire les études prospectives stratégiques dans le secteur de l'eau (structures de financement interne et d'incitations à moyen et long terme dans le secteur de l'eau, eau et croissance verte, économie de l'eau dans les usages, GIRE et sécurité alimentaire, GIRE et stratégies de lutte contre la pauvreté, GIRE et les droits humains, transferts de l'eau entre les régions, etc). |  |  |  |  |  |
|  | Instaurer une culture de compte rendu aux citoyens des activités réalisées dans le secteur à travers les outils appropriés. |  |  |  |  |  |
|  | **Développement d'un Système national d'information sur l'eau (SNIEau) fiable et durable.** |  |  |  |  |  |
|  | Poursuivre l'extension des réseaux de collecte et de mesures de données hydrologiques, piézométriques, climatologiques, de qualité de l'eau et des ouvrages de mobilisation des eaux en s'appuyant sur les nouveaux systèmes de relevés à distance bâtis sur les technologies de l'information. |  |  |  |  |  |
|  | Mettre en place et suivre un réseau des qualités des eaux sur tout le territoire national avec des ceintures de suivi renforcé autour des industries minières, des sites d'orpaillage artisanal, des zones industrielles et des retenues d'eau. |  |  |  |  |  |
|  | Doter le laboratoire d'analyse des eaux du MEAHA des ressources organisationnelles techniques, humaines et financières pour la réalisation des analyses des eaux du réseau de qualité. |  |  |  |  |  |
|  | Intégrer les conflits d'usage et les thèmes transversaux dans les bases de données et la diffusion de l'information. |  |  |  |  |  |
|  | Améliorer et consolider les outils et les modalités de diffusion des données et informations. |  |  |  |  |  |
|  | Elaborer et mettre en œuvre un plan de développement et de gestion du Système national d'information sur l'eau en considérant l'avènement des Agences de l'Eau. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer les capacités humaines, techniques, financières et logistiques des structures de mise en œuvre du Système national d'information sur l'eau. |  |  |  |  |  |
|  | Assurer la promotion continue du Système national d'information sur l'eau. |  |  |  |  |  |
|  | Publier tous les cinq (5) ans, un rapport sur l'Etat des ressources en eau, leurs usages, les conflits d'usage et les thèmes transversaux. |  |  |  |  |  |
|  | Assurer la gestion des risques et la protection des données et matériels de collecte des données. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer la coopération nationale, régionale et internationale avec les organismes de bassins et les centres mis en place par les institutions concernant le sujet. |  |  |  |  |  |
|  | **Poursuite des actions de recherche développement dans le domaine de l'eau, de ses usages et des impacts du changement climatique.** |  |  |  |  |  |
|  | Identifier et cartographier les grands aquifères continus du pays. |  |  |  |  |  |
|  | Réaliser les modèles de gestion des bassins versants. |  |  |  |  |  |
|  | Établir l'état des ressources en eau et de leurs pollutions tous les cinq ans. |  |  |  |  |  |
|  | Combler les lacunes sur les flux et volumes de ressources en eau effectivement stockés, utilisés ou consommés. |  |  |  |  |  |
|  | Evaluer et proposer un schéma national de mobilisation et transfert des eaux inter-collectivités à partir des eaux de surface et souterraines. |  |  |  |  |  |
|  | Assurer de manière continue la connaissance des variabilités et changements climatiques et leurs impacts sur la disponibilité des ressources en eau. |  |  |  |  |  |
|  | Identifier et soutenir les actions qui améliorent la résilience des usagers face aux variabilités et changements climatiques. |  |  |  |  |  |
|  | Assurer une évaluation continue des impacts et performances des structures de gestion des eaux de bassins (Agences de l'eau y compris CLE, comités d'irrigants, association des usagers d'eau). |  |  |  |  |  |
|  | Identifier et développement un mécanisme de gestion et de suivi de certaines retenues d'eau de surface. |  |  |  |  |  |
|  | Identifier, proposer et mettre en œuvre les solutions permettant d'améliorer la capacité des retenues d'eau diminuée par la sédimentation. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer les capacités humaines, techniques, financières et logistiques des structures concourant au développement de la recherche sur l'eau. |  |  |  |  |  |
|  | Capitaliser les produits effets et impacts et les leçons d'expérience du programme. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer la coopération nationale, régionale et internationale dans le domaine. |  |  |  |  |  |
|  | **Renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions** |  |  |  |  |  |
|  | Actualiser un inventaire des sources de pollutions et de leurs caractéristiques. |  |  |  |  |  |
|  | Mettre en place un système de suivi périodique des pollutions. |  |  |  |  |  |
|  | Evaluer avec les services en charge de la santé publique les impacts des pollutions des eaux sur l'état sanitaire de la population. |  |  |  |  |  |
|  | Appuyer les miniers et les industriels pour des stations de traitement des eaux, et contrôler périodiquement l'efficacité de ces stations. |  |  |  |  |  |
|  | Accompagner les orpailleurs traditionnels pour qu'ils puissent traiter leurs boues sans utilisation anarchique et incontrôlée de produits dangereux. |  |  |  |  |  |
|  | Etablir des périmètres de protection autour des sources pérennes, des forages à grand débit et des sites de pompage des AEP communales. |  |  |  |  |  |
|  | Etablir une convention entre les ministères de l'agriculture et de l'environnement sur l'usage et le contrôle des intrants agricoles. |  |  |  |  |  |
|  | Appuyer les communes urbaines pour la création de stations d'épuration des eaux usées. |  |  |  |  |  |
|  | Créer des stations de traitement des eaux usées pour les sites hospitaliers en milieu urbain. |  |  |  |  |  |
|  | Faire des études de faisabilité pour l'exploitation de ressources alternatives en eau potable en cas d'eau souterraine contaminée et non traitable. |  |  |  |  |  |
|  | **Amélioration de la protection des plans d'eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants** |  |  |  |  |  |
|  | Elaborer les plans d'action contre les plantes envahissantes et le comblement des retenues d'eau |  |  |  |  |  |
|  | Identifier les berges dénudées des cours d'eau |  |  |  |  |  |
|  | Assurer le reboisement des berges dénudées |  |  |  |  |  |
|  | Identifier pour chaque zone les causes de dégradation. |  |  |  |  |  |
|  | Tester sur des sites pilote puis vulgariser des moyens de lutte intégrée (biologique/mécanique, etc.) contre les plantes aquatiques. |  |  |  |  |  |
|  | Identifier les berges à protéger prioritairement, les mettre en défens et les reboiser. |  |  |  |  |  |
|  | Définir et mettre en place un système de suivi du comblement du réseau hydrologique. |  |  |  |  |  |
|  | Réaliser des activités de CES/DRS sur les terres les plus sensibles à l'érosion. |  |  |  |  |  |
|  | **Intégration des aspects transversaux et des autres secteurs usagers dans la gestion de l'eau** |  |  |  |  |  |
|  | Réaliser des documents guides sur les liens et modalités de prise en compte des thèmes de pauvreté, de croissance économique, du genre, des droits humains, de la décentralisation dans la gestion durable des ressources des ressources en eau. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer les capacités d'expertise technique du SP/PAGIRE et des structures de mise en œuvre sur des thématiques transversales et leur suivi -évaluation en lien avec les ressources en eau. |  |  |  |  |  |
|  | Prendre en compte l'équilibre du genre lors des recrutements dans les structures de coordination et de mise en œuvre de la GIRE. |  |  |  |  |  |
|  | Former les partenaires locaux, planificateurs des départements ministériels, députés, conseils municipaux sur les thématiques transversales en lien avec les ressources en eau. |  |  |  |  |  |
|  | Informer et sensibiliser les autres acteurs de l'eau (industrie, mines, exploitants agricoles, BTP, AEP, etc.) sur les questions genre et leur importance dans le développement durable. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer l'expertise féminine dans les carrières de la connaissance de la ressource en eau par l'octroi de bourses de formation. |  |  |  |  |  |
|  | Faciliter l'implication et la participation des femmes et les autres groupes vulnérables dans toutes les étapes de planification, d'exécution et de gestion des ressources en eau. |  |  |  |  |  |
|  | Adopter un quota dans la représentativité des femmes et autres groupes vulnérables au niveau des postes de prise de décision dans les instances de gestion de l'eau. |  |  |  |  |  |
|  | Utiliser les filles et des femmes instruites comme agents du changement dans les projets relatifs à l'eau et de l'assainissement. |  |  |  |  |  |
|  | Vulgariser les lois et règlements relatifs à la " protection des bassins " au sein des populations riveraines en utilisant des animateurs locaux notamment les associations des femmes. |  |  |  |  |  |
|  | Compiler les données et références sur le rôle de la femme et des autres groupes vulnérables dans les secteurs d'utilisation des eaux en vue de pouvoir estimer le niveau de participation, leurs besoins spécifiques et leurs préoccupations. |  |  |  |  |  |
|  | Evaluer périodiquement la prise en compte des questions majeures qui se posent aux secteurs d'utilisation et formuler les dispositions permettant de les régler. |  |  |  |  |  |
|  | Réviser le manuel de suivi -évaluation de la GIRE pour intégrer les indicateurs relatifs aux thèmes transversaux. |  |  |  |  |  |
|  | **Amélioration de la communication et du plaidoyer pour la gestion des ressources en eau** |  |  |  |  |  |
|  | Promouvoir un programme de travail pour le réseau des parlementaires. |  |  |  |  |  |
|  | Concevoir et publier les outils de plaidoyer et de changement social. |  |  |  |  |  |
|  | Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de conduite du changement social en vue de l'adoption d'attitudes et de bons comportements de toutes les parties prenantes dans les ressources en eau. |  |  |  |  |  |
|  | Assurer la formation continue des acteurs sur la GIRE y compris les groupes socioprofessionnels et des hommes de média. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer la connaissance et l'acceptation des agences de l'eau par les parties prenantes comme instance de concertation de tous les acteurs sur la gestion des ressources en eau. |  |  |  |  |  |
|  | Former des CLE en GIRE et en techniques d'animation participative et sensibilisation sur leurs rôles et responsabilités. |  |  |  |  |  |
|  | Sensibiliser, informer et éduquer les populations sur les rôles et responsabilités des CLE. |  |  |  |  |  |
|  | Sensibiliser, informer et éduquer les acteurs locaux et leaders communaux sur la GIRE. |  |  |  |  |  |
|  | Impliquer les services de communication de la DGRE, DCPM, du SP/PAGIRE, des agences de l'eau dans toutes les activités du PAGIRE et réaliser les échanges d'information. |  |  |  |  |  |
|  | Assurer le plaidoyer pour l'accroissement de l'affectation budgétaire à la protection de la ressource eau dans le budget de l'Etat. |  |  |  |  |  |
|  | Réaliser des campagnes d'information, de sensibilisation des décideurs, des partenaires sociaux (médias, ONG, leaders coutumiers et religieux, le secteur privé (les industries, mines, BTP), des partenaires au développement, de la population/grand public sur la GIRE. |  |  |  |  |  |
|  | Renforcer le partenariat stratégique avec des journalistes nationaux et internationaux en vue de publier fréquemment des articles sur les activités du SP/PAGIRE. |  |  |  |  |  |
|  | Organiser de rencontres d'échanges périodiques avec les journalistes ou organisation de points de presse pour faire connaître les résultats d'une étude ou des bonnes pratiques en matière de GIRE. |  |  |  |  |  |
|  | Capitaliser et promouvoir les bonnes pratiques et des bons procédés tirés des expériences dans les pays voisins ou dans d'autres pays africains. |  |  |  |  |  |
|  | Assurer le plaidoyer auprès des leaders religieux et coutumiers pour parvenir à un changement de mentalité sur la protection de la ressource eau au niveau communautaire et individuel. |  |  |  |  |  |
|  | Informer et sensibiliser le secteur privé afin que les entreprises/ industries/mines/BTP intègrent une consommation rationnelle et une protection de la ressource eau contre les pollutions dans leurs projets et activités. |  |  |  |  |  |
|  | Tenir des réunions périodiques de concertation et d'échanges d'informations avec les PTF sur la GIRE et la mise en œuvre du PAGIRE. |  |  |  |  |  |
|  | Mener le plaidoyer auprès des PTF pour une mobilisation des ressources en faveur de la mise en œuvre des actions intégrant la GIRE et la lutte contre la pauvreté. |  |  |  |  |  |
|  | Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation autour de la CFE et de la police de l'eau en direction des divers types d'acteurs et diffusion dans les médias de témoignages de bons payeurs de la CFE. |  |  |  |  |  |
|  | Capitaliser les expériences sur la police de l'eau au niveau de la Région de la Boucle du Mouhoun et assurer le passage à l'échelle des autres Régions. |  |  |  |  |  |
|  | Identifier les normes et des grands facteurs de résistance au changement d'attitude et de comportement en matière de gestion durable des ressources en eau pour impulser la conduite du changement |  |  |  |  |  |

Annexe 3 : Eléments de coûts unitaires pour l’évaluation du budget

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignation** | **Unité** | **Prix unitaire (CFA), base 2016** |
| **SERVICES ET INVESTISSEMENTS COURANTS** | | |
| Véhicule 4x4 | unité | 25.000.000 |
| Véhicule de ville | unité | 18.000.000 |
| Frais de fonctionnement et entretien d’un véhicule | An | 2.000.000 |
| Moto | unité | 1.500.000 |
| Frais de fonctionnement et entretien d’une moto | An | 300.000 |
| Micro ordinateur avec imprimante | unité | 1.500.000 |
| Consultant international long terme | mois | 12.000.000 |
| Consultant international court terme | jour | 800.000 |
| Consultant national long terme | mois | 5.000.000 |
| Consultant national court terme | jour | 400.000 |
| Salaire cadre fonctionnaire | mois | 350.000 |
| Salaire cadre contractuel | mois | 500.000 |
| Salaire technicien fonctionnaire | mois | 200.000 |
| Salaire technicien contractuel | mois | 350.000 |
| Salaire personnel appui (comptable, secrétaire) | mois | 200.000 |
| Salaire chauffeurs, plantons, gardiens | mois | 100.000 |
| Organisation atelier | Par personne et par jour, tout compris (per diem, pauses café et repas, déplacement, fournitures, documents, location salle) | 50.000 |
| Session de formation | Par personne et par jour | 100.000 |
| Frais de mission personnel national | Jour | 50.000 |
| Frais de mission en Afrique | jour | 60.000 |
| Frais de mission en Europe | jour | 100.000 |
| Transport voyage hors Afrique | Billet | 1.000.000 |
| Transport voyage en Afrique | Billet | 700.000 |
| **SERVICES ET INVESTISSEMENTS SPECIALISES** | | |
| Fourniture et pose d’une station hydrométrique | unité | 4.000.000 |
| Fourniture et pose d’un pluviomètre | unité | 100.000 |
| Réalisation d’un piézomètre | unité | 5.000.000 |
| Fourniture et pose d’appareil enregistreur avec logiciel | unité | 950.000 |
| Fourniture de GPS | unité | 350.000 |
| Fourniture et pose d’une échelle limnimétrique | unité | 100.000 |

NB : Prévoir l’actualisation des coûts de 4% l’an à partir de 2017 (niveau actuel de l’inflation)